

LE DEVOIR

Vol. XCVIII N° 296 LES SAMEDI 29 ET DIMANCHE 30 DÉCEMBRE 2007 2.20\$ + TAXES = 2.50\$

400^e: la fête d'abord

L'histoire de Québec jouera le second rôle



La maison Chevalier, sur la place Royale, dans le Vieux-Québec. Ce bâtiment fut érigé par Jean-Baptiste Chevalier en 1752. Il fut ravagé par un incendie et reconstruit en 1762. La ville de Québec lancera les festivités du 400^e anniversaire le 31 décembre à la place d'Youville.

ISABELLE PORTER

Québec — Après trois ans de polémique et d'expectative, les fêtes du 400^e anniversaire de Québec débiteront finalement le 31 décembre à la place d'Youville lors d'un grand spectacle extérieur. Reste maintenant à savoir quel sens on donnera à tout ce faste.

En entrevue, le metteur en scène du spectacle du 31,

Denis Bouchard, martèle qu'*«on ne vit ça qu'une seule fois dans sa vie»*. En plus des nombreux artistes invités (La Bottine Souriante, Les Batinses, Bruno Pelletier, Les Violons du Roy, Florence K, Pascale Picard Band, etc.), on compte évoquer l'histoire de Québec sous forme de tableaux autour du thème de *«la rencontre»*. Il y aura des démonstrations de salsa, des artistes autochtones, le tout sous la neige, près des murs de la vieille ville.

À la sortie d'une année marquée par les questions

d'identité, le 400^e anniversaire de la fondation de Québec tombe à un drôle de moment. *«C'est l'occasion de faire un bilan et de regarder ce qui caractérise notre histoire»*, estime l'historien Denis Vaugeois. À son avis, l'histoire a donné aux Québécois un beau bagage d'échanges culturels de par les nombreuses vagues d'immigration. Il ajoute que 2008 constitue une belle

VOIR PAGE A 8: QUÉBEC.

Assassinat de Bhutto: le Pakistan accuse

«Nous avons la preuve qu'al-Qaïda et les talibans sont derrière l'attentat suicide»

ALEXANDRE SHIELDS

Aucun doute possible pour le gouvernement pakistanais: al-Qaïda est bel et bien derrière l'attentat qui a coûté la vie à l'ancienne première ministre Benazir Bhutto jeudi. L'objectif des terroristes? *«Destabiliser»* le Pakistan, un pays toujours en proie à des violences meurtrières hier tandis que des centaines de milliers de personnes assistaient aux funérailles de leur icône politique tragiquement disparue. Une disparition qui inquiète au plus haut point les États-Unis.

Il y a *«une preuve irréfutable»* que le réseau d'Oussama ben Laden *«tente de déstabiliser le Pakistan»*, a assuré le ministre pakistanais de l'Intérieur, Hamid Nawaz. Il a d'ailleurs accusé un chef de guerre islamiste radical réputé proche d'al-Qaïda, Baitullah Mehsud, d'être l'instigateur de cet attentat. *«Nous avons la preuve qu'al-Qaïda et les*

Les funérailles ont eu lieu dans un climat de colère et de violence

VOIR PAGE A 8: PAKISTAN

■ Autres textes en pages A 4 et A 5 ■ L'éditorial de Marie-Andrée Chouinard en page B 4

■ Autres textes en pages A 6 et C 3



GRACIEUSETÉ DE L'ACTUALITÉ

LES CYNIQUES

Marcel Saint-Germain et ses complices

■ À lire en page C 8

INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 6	Monde.....	A 6
Avis publics... A 4	Mots croisés... D 5		
Bourse.....	C 2	Météo.....	C 5
Carrières.....	C 3	Perspectives... B 1	
Décès.....	C 6	Rencontres..... D 2	
Économie.....	C 1	Sports.....	C 6
Éditorial.....	B 4	Sudoku.....	A 4

GES: prendre l'avion sans remords

Les voyageurs peuvent désormais effacer leur «empreinte écologique»

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Les grands de l'industrie du transport aérien se sont tous lancés avec intensité mais avec plus ou moins de rigueur sur le marché de la «compensation» en 2007 en offrant à leurs clients toutes sortes de formules destinées à effacer leur «empreinte écologique» sur le climat.

«Difficile de dire si c'est pour améliorer leur image sur le plan du marketing ou par culpabilité pour avoir été «oubliés» dans le protocole de Kyoto que les grands transporteurs aériens de la planète se lancent sur le marché de la compensation, qui explose littéralement depuis un an», a expliqué Karel Mayrand, de la fondation Unisfera, à Montréal. *«Mais en renvoyant la balle uniquement à leurs clients, certains transporteurs omettent carrément d'assumer leur responsabilité comme entreprises dans ce domaine. Pis encore, certains poussent très marginalement la vente de ces compensations ou crédits d'émissions auprès de leurs clients, de sorte qu'au grand total, ce sont seulement 2 % des voyageurs internationaux qui, volontairement, vont ajouter un peu plus de 100 \$ au prix de leur billet d'avion pour financer un projet écologique qui va soustraire de l'atmosphère terrestre l'équivalent en CO2 des gaz à effet de serre qui ont été émis pour les déplacer d'un endroit à un autre.»*

Les formules de compensations varient énormément d'un transporteur aérien à l'autre. Dans le cadre d'une «offre spéciale» lancée à l'automne et toujours en vigueur pour le temps des Fêtes, Air Canada propose à ses clients de doubler leurs achats compensatoires.

Un autre exemple: cette semaine, Aéroplan, qui gère les points accumulés par des milliers de voyageurs, a lancé son propre programme de compensa-



TIM SLOAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Virgin Atlantic a adopté un comportement écologique exemplaire en intégrant l'effacement des GES de chaque voyage dans le prix du billet.

tions volontaires. L'année dernière, l'empreinte écologique de ses milliers de clients a dépassé le million de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂), soit un million de tonnes pour les primes-voyage, 3391 tonnes pour les voitures louées par ses clients et 253 tonnes pour

les déplacements de ses employés, qu'Aéroplan prend entièrement à ses frais. Aéroplan ajoutera 20 % de sa poche aux compensations achetées par ses

VOIR PAGE A 8: AVION

Noël au Jardin

Du 7 au 23 décembre, mardi au dimanche, 9 h à 17 h
Du 26 décembre au 6 janvier, tous les jours, 9 h à 18 h
Fermé les 24 et 25 décembre

muséumsnature.ca 514 872-1400 Montréal

JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL
UN MUSÉE NATURE MONTRÉAL

Exposition florale
Conte musical - Chorales
Ensembles musicaux

PRIX

accès

LES ACTUALITÉS

Des escrocs de la chirurgie plastique font des ravages au Mexique

JESSICA BERNSTEIN-WAX

Gadalajara — Au Mexique, 43 personnes défigurées après une intervention de chirurgie esthétique ont déjà porté plainte depuis 2003 contre Agustín Huerta, un médecin exerçant comme chirurgien esthétique sans formation. Une pratique répandue au Mexique, et qui pose la question de la facilité avec laquelle des escrocs peuvent exercer en toute liberté.

Arrêté le 6 décembre dernier, Agustín Huerta risque environ huit ans de prison s'il est reconnu coupable de fraude, d'irresponsabilité médicale, de préjudice et d'exercice illégal, selon le procureur Elsa Arias.

«Il opérait à droite et à gauche pour gagner facilement de l'argent et n'assurait pas le suivi des traitements, a-t-elle souligné. Il savait qu'il n'avait pas les sept ans de formation nécessaires pour ce genre de chirurgie. Il a menti.»

De telles situations sont fréquentes au Mexique. Toujours en décembre, un homme a été arrêté dans l'Etat de Coahuila: il exerçait la médecine depuis 30 ans avec en tout et pour tout un diplôme de... comptable. Et ce, alors qu'un nombre non connu mais en augmentation constante d'Américains franchissent la frontière mexicaine pour y subir des interventions bien moins chères qu'aux États-Unis.

A Tijuana par exemple, ville-frontière, dans certains hôpitaux la plupart des patients sont américains: la majorité arrivent de Californie pour des soins dentaires ou de chirurgie plastique, deux disciplines qui ne sont pas prises en charge. Ce mois-ci, la communauté médicale de Tijuana a même annoncé une initiative pour augmenter encore ce «tourisme médical».

Ce qui pousse l'ambassade des États-Unis à mettre en garde les éventuels clients des risques des interventions locales. Elle rappelle

que, quand les choses tournent mal, obtenir des compensations peut être quasi impossible. Les poursuites en nom collectif (*class action*), une des principales bases de la protection des consommateurs aux États-Unis, n'existe pas au Mexique, où le système judiciaire est gangrené par la corruption et l'inertie bureaucratique.

Selon Elsa Arias, Agustín Huerta distribuait ses cartes de visite imprimées en anglais, avec la mention: «*chirurgien cosmétique et esthétique*». À l'entendre, l'escroc a souvent du faire pression sur ses patients pour qu'ils acceptent d'être opérés tout de suite, se vantant de pouvoir les faire ressembler à une star.

Un médecin est poursuivi pour avoir défiguré des dizaines de personnes depuis 2003

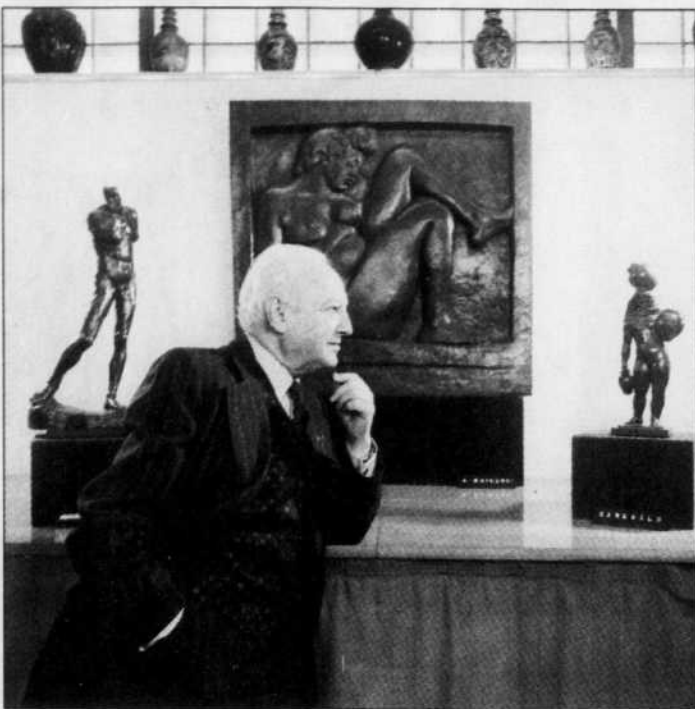
Beaucoup d'entre eux s'en sont sortis avec des infections sévères, des cicatrices défigurantes au visage, des seins de travers ou des ventres bosselés, affirme-t-elle.

Huerta a refusé d'être interviewé, mais son avocat, Victor Varela, affirme qu'il possède un diplôme médical et a suivi un enseignement de liposculpture en Europe. Selon lui, Huerta était tout à fait qualifié pour réaliser des «*actes esthétiques*», aucun des actes réalisés, a-t-il insisté, n'étant considéré comme de la chirurgie plastique.

Le médecin «*n'a réalisé que de la liposculpture, qui comprend des implants mammaires et fessiers et de la liposuction*», a fait valoir l'avocat de la défense. «*C'est une question d'esthétique, et pas de chirurgie plastique*». Selon lui, les plaintes exprimées par les patients sont financières. Il accuse une partie d'entre eux d'avoir négligé le traitement post-opératoire et d'avoir bu et fumé après l'opération.

Une plaidoirie que contredit l'histoire de Lorena Ramirez, une femme diabétique et hypertendue, opérée par Huerta, puis morte d'un infarctus après la survenue de multiples complications post-opératoires ayant nécessité une hospitalisation.

Associated Press



Max Stern avait hérité de la collection d'art familiale en 1934. Trois ans plus tard, les autorités nazies le forçaient à la vendre aux enchères parce qu'il était juif.

La succession de Max Stern recevra une toile vendue sous pression

RAY HENRY

Providence, Rhode Island — Un juge fédéral américain a estimé qu'une toile détenue par une baronne allemande appartenait en fait à la succession du commerçant d'art juif montréalais Max Stern, qui avait été forcé de la vendre avant de fuir l'Allemagne nazie dans les années 1930.

La juge Mary Lisi a ordonné jeudi à Maria-Luise Bissonnette de remettre le tableau intitulé *Girl From The Sabiner Mountains* à des représentants de la succession de Max Stern, mort en 1987. Il a laissé l'héritage de ses tableaux aux universités Concordia et McGill ainsi qu'à l'Université hébraïque de Jérusalem. Les établissements d'enseignement ont poursuivi le travail du défunt pour retrouver les toiles vendues, dont environ 400 seraient toujours perdues.

La juge Lisi a écrit dans sa décision que la vente de la toile par M. Stern était «*tout sauf volontaire*».

Bien que le tableau n'ait pas été authentifié par des experts indépendants, les deux partis soutiennent qu'il s'agit d'une œuvre de Franz Xaver Winterhalter, un artiste du XIX^e siècle reconnu pour ses portraits de la noblesse européenne.

Un évaluateur engagé par Mme Bissonnette a estimé que le tableau, entreposé en Allemagne, pouvait valoir jusqu'à 94 000 \$.

Selon Thomas Kline, un avocat de la succession de M. Stern, la décision de la juge reconnaît «*les efforts de M. Stern pour conserver sa collection à l'époque nazie et pour la retrouver par la suite*».

Marta Garrett, une avocate de Mme Bissonnette, a refusé de commenter. La cliente a dit hier ignorer si elle ferait appel du jugement. Elle avait affirmé plus tôt cette année avoir le reçu prouvant que sa famille avait payé pour le tableau.

Max Stern a hérité de la collection d'art familiale en 1934. Trois ans plus tard, les autorités nazies le forçaient à la vendre aux enchères parce qu'il était juif.

Il a fui l'Allemagne après l'encan et s'est finalement installé à Mont-



Le tableau intitulé *Girl From The Sabiner Mountains* sera remis à des représentants de la succession de Max Stern.

réal, où il a refait sa vie comme négociant d'œuvres d'art. Son entreprise, la galerie Dominion, était la plus célèbre du Canada dans les années de l'après-guerre. Le Dr Stern a notamment représenté Emily Carr et Paul-Émile Borduas.

Selon les avocats de sa succession, M. Stern n'aurait pas conservé les revenus de l'encan: il aurait dû payer des taxes arbitraires pour obtenir des papiers d'émigration pour sa mère, qui était toujours en Allemagne.

«On m'a fait du chantage, avait écrit M. Stern dans une déclaration sous serment. *Ces taxes étaient complètement injustifiées et sortaient de nulle part.*»

C'est le beau-père de Mme Bissonnette, Karl Wilharm, un membre du Parti national-socialiste, qui avait acheté le tableau lors de l'encan. Mme Bissonnette s'est plus tard installée au Rhode Island et a hérité de la toile de ses parents.

La succession de M. Stern a retrouvé le tableau de Winterhalter quand Mme Bissonnette a essayé de le vendre aux enchères, en 2005. Elle a d'abord cherché à négocier son retour. Quand les discussions ont échoué, ses avocats ont intenté une poursuite. Mme Bissonnette a même expédié le tableau en Allemagne pour éviter sa saisie. L'œuvre s'y trouve toujours.

Associated Press

Selon la présidente du PLC

Des publicités auraient pu aider Stéphane Dion

Ottawa — Selon la présidente du Parti libéral du Canada (PLC), les libéraux seraient en meilleure position si leur chef, Stéphane Dion, avait pu se présenter aux Canadiens à travers une importante campagne télévisée et radiodiffusée plutôt que dans une longue tournée du pays.

La sénatrice Marie Poulin a reconnu que le budget serré de son parti nuisait à sa lutte contre le Parti conservateur, beaucoup plus riche. «*Je suis certaine que, si nous avions beaucoup plus d'argent, nous donnerions plus d'occasions aux Canadiens de connaître notre chef*», a-t-elle dit.

Le Parti libéral dépendait traditionnellement d'importants dons de riches individus et de grandes entreprises, mais depuis 2004, une réforme du financement des partis politiques a limité les dons personnels à 5000 \$ et pratiquement interdit les contributions d'entreprises.

Au début de l'année, le premier ministre Stephen Harper est allé encore plus loin, abaissant la limite individuelle à 1000 \$ et interdisant complètement les dons d'entreprises et de syndicats.

Mme Poulin a reconnu que cette réforme a énormément affecté le PLC, le forçant à changer sa «*culture*». Elle a précisé que le parti expérimentait toujours différentes façons de recueillir des petits dons de plusieurs donateurs à la base du parti, une méthode dans laquelle excellent les conservateurs.

Mme Poulin a toutefois soutenu que l'avantage financier des conservateurs disparaîtra au déclenchement des élections, quand les dépenses seront sujettes à un plafond. Elle a dit croire que son parti pourra

alors dépasser les conservateurs.

«*Dans le passé, nous avons vu d'autres partis avoir l'avantage et l'histoire a prouvé qu'en fin de compte, quand les électeurs peuvent juger des autres possibilités et être mieux informés, ils votent collectivement avec beaucoup de sagesse*», a déclaré Mme Poulin.

Les conservateurs ont amassé plus de 12 millions de dollars jusqu'à maintenant cette année, soit quatre fois plus que les libéraux. Ils ont pu utiliser une partie de cette somme pour diffuser à la télévision cinq publicités présentant M. Dion comme un chef faible et incéces.

Malgré ces campagnes et le retard financier de son parti, Mme Poulin a noté que les conservateurs n'ont pu se créer une avance importante dans les sondages pendant la dernière année.

Elle a donné le mérite à son chef, qui a su garder le parti concurrentiel. «*Une chose que nos recherches nous montrent est que, quand les gens voient notre chef en action, quand les gens rencontrent notre chef, la réaction est incroyablement positive*», a-t-elle soutenu.

La présidente du PLC a toutefois laissé entendre que les problèmes financiers de son parti ne devraient pas être exagérés. Les libéraux ont terminé la dernière année avec un petit surplus et devraient faire de même cette année.

En plus, elle assure que le Parti libéral a déjà arrangé des emprunts pour pouvoir dépenser le maximum permis (18 millions) si des élections sont déclenchées.

«*Nous sommes très à l'aise financièrement si nous devons aller en élections*», a-t-elle précisé.

La Presse canadienne

Une nouvelle crise éclate à Lac-Barrière

Ottawa — Une nouvelle crise sociopolitique a éclaté sur le territoire autochtone de Lac-Barrière, dans les Hautes-Laurentides: les parents de cette communauté algonquienne de 600 habitants ont décidé de fermer l'école pour protester contre des promesses présumées non tenues de la part du gouvernement du Canada.

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord a répliqué par la mise à pied de tout le personnel de l'école. Pendant ce temps, le grand chef du conseil de bande de Lac-Barrière, Jean-Maurice Matchewan, a quitté ses fonctions puisqu'il doit faire face à des accusations criminelles à propos de stupéfiants et d'armes à feu.

C'est le 30 juin dernier que le plus récent épisode de tourmente a débuté à Lac-Barrière, lorsque quelques-unes des familles du territoire, exaspérées par la pauvreté qui l'afflige, ont érigé un camp de protestation sur la colline parlementaire, à Ottawa.

Afin de dissiper la manifestation en cette veille des festivités du jour

du Canada, le sous-ministre Michael Wernick leur avait promis la nomination rapide d'un représentant qui allait examiner les nombreux problèmes de la réserve.

Or, plus de cinq mois après les faits, les Algonquins se plaignent que l'entité administrative devant les aider prend de mauvaises décisions et ne les mobilise pas du tout dans la recherche de solutions. C'est pour cette raison que les parents ont fermé l'école.

Les Algonquins du Québec ne sont jamais parvenus à signer d'entente de définition des droits avec les gouvernements, contrairement aux Cris et aux Inuits, notamment. La pauvreté de leurs communautés a fréquemment défrayé les manchettes.

Par exemple, les résidents de Lac-Barrière, confinés à un territoire de 59 acres à quelque 150 kilomètres au nord de Mont-Laurier, n'ont pas accès au réseau électrique qui passe à deux pas de chez eux.

Presse canadienne

LE DEVOIR

SERVICE À LA CLIENTÈLE

HORAIRE DU TEMPS DES FÊTES

Lundi, 31 décembre :	7h30 à 16h30 ***
Mardi, 1 ^{er} janvier :	FERMÉ
Mercredi, 2 janvier :	FERMÉ
Jeudi, 3 janvier :	7h30 à 16h30

***Pour être effectives le 3 janvier, les demandes d'arrêts temporaires de livraison par camelot doivent nous parvenir au plus tard le 31 décembre avant 10h.

SOLDES

JUSQU'À 60%

Anna Uomo

Pour Elle
277, av. Laurier O.
514-270-6154
Centre de Commerce Mondial
413, St-Jacques O.
514-844-9125

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial
383, St-Jacques O.
514-281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
514-277-7558

SOLDES

AUTOMNE-HIVER 2007-2008

30% à 60%

Enfants des champs

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans
Vêtements de maternité

1007, RUE LAURIER OUEST, OUTREMONT
TÉL.: 274-2442

Urgent
besoin de bénévoles

www.clubdesjeunes.org
1 888 442-1217

CLUB DES PETITS DÉJUNEURS DU QUÉBEC

ACTUALITÉS

Bijouterie
Gambard
430-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE
MONTRÉAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service



Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a connu une année mouvementée en 2007.

Bilan de l'année à Ottawa

Beaucoup de rebondissements, mais peu de changements

ISABELLE RODRIGUE

Ottawa — L'année 2007, sur la scène politique fédérale, a été celle où le gouvernement de Stephen Harper a laissé tomber après 18 mois au pouvoir son étiquette de «nouveau», où le Bloc québécois a perdu son chef l'espace de 24 heures, où le Nouveau Parti démocratique a fait une percée inespérée au Québec et où les libéraux ont désespérément tenté de faire connaître leur nouveau chef.

Cependant, malgré les événements et rebondissements, rien ne semble avoir beaucoup changé en 12 mois. Un regard sur l'évolution des intentions de vote des électeurs démontre que le gouvernement minoritaire de Stephen Harper finit cette année à peu près au même niveau qu'il l'a entreprise dans les sondages: légèrement devant les libéraux, mais une majorité lui échappe toujours.

Plus encore, l'année se conclut de la même façon qu'elle avait commencé, au son d'une rumeur électorale qui s'amplifiera au fur et à mesure que la rentrée parlementaire approchera.

Mais cette fois-ci sera-t-elle la bonne? Face à des libéraux affaiblis, les conservateurs ont pu se maintenir au pouvoir pendant près de deux ans, ce qui représente une longue période pour un gouvernement minoritaire.

Le premier ministre Harper se montre le premier surpris de la tournure des événements.

«C'est un Parlement bizarre, a admis M. Harper dans une entrevue de fin d'année à CBC. Nous avons une minorité, numériquement parlant plutôt faible. Pas un parti d'opposition ne s'est engagé à travailler avec nous de façon formelle et ils réclament tous notre défaite. Mais voilà que deux ans plus tard, non seulement nous arrivons encore à faire adopter des choses, mais nous n'avons même pas fait face à une motion de confiance.»

Déjà, les libéraux ont averti le gouvernement qu'ils mettaient fin à l'appui tacite qu'ils lui ont accordé tout au long de l'automne en s'abstenant de voter sur des questions de confiance. C'est le messa-

ge que le chef libéral Stéphane Dion a martelé à ses troupes, lors d'une réunion tenue à Montréal début décembre.

Du côté du NPD, on se fait plus catégorique. «Oui, il y aura des élections dans quelques mois, et ce sera une occasion en or pour la population de dire à M. Harper qu'elle rejette ses politiques», a déclaré le chef néo-démocrate, Jack Layton, lors d'une entrevue quelques jours avant Noël.

La première occasion pour renverser le gouvernement risque de survenir lors du dépôt du budget. Le Bloc québécois, qui a appuyé le gouvernement lors des deux premiers budgets, laisse entendre que les chances que cela se reproduise sont minces.

Ce positionnement des partis d'opposition, combiné aux cafoillages du gouvernement à la fin de l'année dans la gestion de l'affaire Mulroney-Schreiber ainsi qu'à la crise des isotopes pour usage médical, pourrait bien produire le cocktail électoral prédit depuis des mois.

Et c'est sans compter les multiples décisions que le gouvernement Harper devra prendre dès janvier. Il recevra tour à tour le rapport de David Johnston, sur le mandat de la commission d'enquête dans l'affaire Mulroney-Schreiber, celui de John Manley sur l'extension de la mission afghane et celui de Bernard Lord portant sur le plan sur les langues officielles.

Dans les trois cas, les rapports l'obligeront à se positionner dans des dossiers controversés (dans le cas du rapport Lord, c'est le programme de contestation judiciaire qui fera de nouveau surface). Et il y a le dossier de l'environnement, qui forme un nuage noir au-dessus de la tête des conservateurs et qui ne veut pas s'estomper.

Pour le chef du Bloc, Gilles Duceppe, les prochaines élections seront l'occasion de ramener sur le tapis les décisions du gouvernement conservateur. «C'est bien sûr que les conservateurs vont revenir en parlant des libéraux. Mais il va falloir, un moment donné, qu'ils se rendent compte qu'ils ne peuvent pas faire une élection, après deux ou trois ans de pouvoir, sur le bilan du gouvernement précédent», a indiqué



Stephen Harper recevra en janvier le rapport de David Johnston sur l'affaire impliquant Brian Mulroney et Karlheinz Schreiber (photo).

M. Duceppe, qui juge que le bilan fait la preuve que le gouvernement Harper est «déconnecté» des valeurs des Québécois.

Pourtant, les sondages le démontrent, ces mêmes conservateurs arrivent à trouver un terreau fertile dans les régions du Québec et dans la grande région métropolitaine de Québec. Selon Jack Layton, les résultats stagnants des conservateurs dans les sondages démontrent d'abord que Stephen Harper n'a pas réussi à convaincre.

«C'est une minorité qui appuie ses politiques, une minorité stable, mais ce n'est pas croissant et ça veut dire qu'il y a une inquiétude partout au Canada concernant les politiques de M. Harper. Et la question est la suivante: qu'est-ce qu'on fait avec notre inquiétude?», a dit M. Layton.

Il croit que cette situation est en partie à l'origine des succès du NPD dans Outremont, une circonscription remportée par Thomas Mulcair lors d'une élection complémentaire en septembre dernier.

«Est-ce qu'on peut refaire ça dans les autres circonscriptions? Je pense que oui. Mais il y a beaucoup de travail», a poursuivi M. Layton.

Stéphane Dion, lors d'une entre-

vue marquant sa première année à la tête des libéraux, se livrait à une analyse similaire du gouvernement conservateur.

Dans un contexte où l'économie roule à un bon rythme, si le gouvernement de M. Harper n'arrive pas à franchir la barre des 40 % dans les intentions de vote, «c'est que leur politique ne témoigne pas d'une vision claire et que la vision claire qu'ils ont, ils la cachent. Il y a donc un manque de sincérité que les Canadiens perçoivent», déclarait M. Dion.

Ce dernier ne peut cependant pas pavoiser. Le chef libéral doit encore se défaire, au Québec, de son image formée lorsqu'il était ministre des Affaires intergouvernementales; et au Canada anglais, il doit se défaire de l'image accolée par les publicités télévisuelles des conservateurs, très négatives à son endroit.

Et dans ce «carré d'as» qui évolue au Parlement, un joker pointe le bout de la chaussure et pourrait mêler les cartes. Le Parti vert d'Elizabeth May gruge petit à petit des appuis aux partis traditionnels et compte bien s'imposer lors de la prochaine campagne électorale.

La Presse canadienne

Secteurs d'emploi en difficulté

Québec commence à comprendre les enjeux, dit la FTQ

FRANÇOIS DESJARDINS

Le gouvernement québécois commence à comprendre qu'il faut appuyer les secteurs d'emploi en difficulté, mais ce n'est pas tout à fait le cas à Ottawa, a affirmé hier le nouveau président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ).

Revenant sur son vœu de voir la tenue d'un sommet manufacturier, un souhait que la FTQ n'est pas toute seule à formuler, la direction de la plus grande centrale syndicale au Québec a dit que l'inaction du gouvernement conservateur à Ottawa est largement responsable du fait qu'aucun événement du genre n'a encore eu lieu.

«En 2004 et 2005, les politiciens étaient convaincus que les forces du marché allaient tout régler», a dit hier le président de la FTQ, Michel Arseneault, lors de la présentation des perspectives 2008. «Mais là, ce n'est pas ça qui se passe, a-t-il ajouté. Jean Charest commence à évoluer, mais à Ottawa on a un gouvernement idéologique.»

Se négociant à 62 ¢US en janvier 2002, le dollar canadien a ensuite explosé pour donner de plus en plus de difficulté aux manufacturiers, lesquels n'ont pas eu beaucoup de temps pour s'ajuster. En 2004, le dollar était rendu à 80 ¢US. Hier, le dollar a terminé la séance à 101,99 ¢US, en hausse de 0,22 ¢.

Pour illustrer ce qu'il voit comme l'idéologie fédérale, M. Arseneault a parlé de l'acquisition de compagnies d'ici par des sociétés étrangères. «Quand j'ai entendu le ministre Bernier dire un matin à la radio que la vente d'Alcan était une bonne chose car c'était bon pour les actionnaires et donc bon pour l'économie du Québec, j'ai failli avoir un accident. Les décisions chez Alcan ne se prendront plus à Montréal, mais à Londres ou en Australie, chez Rio Tinto. Ce n'est pas bon pour personne.»

Le secteur manufacturier souffre depuis 2003 d'un cocktail toxique constitué du dollar canadien, de la concurrence étrangère, d'une soudaine pénurie de main-d'œuvre et d'autres facteurs techniques. En cinq ans, les pertes d'emploi au Québec se chiffrent à 134 000, selon la FTQ.

Québec a présenté un plan le mois dernier, mais le nouveau président de la FTQ a dit que l'absence d'Ottawa dans le dossier manufacturier est «irresponsable». La «clé est à Ottawa», a-t-il ajouté, parce que «c'est là qu'est l'argent». Le gouvernement fédéral, a-t-il estimé, ne peut se permettre d'attendre la présentation de son budget pour dévoiler des mesures d'aide à l'in-

tention du secteur manufacturier.

Prié de préciser le montant que devrait verser Ottawa pour appuyer convenablement l'emploi dans les secteurs en difficulté, M. Arseneault a dit qu'il n'a «aucun chiffre en tête, qu'il faudrait d'abord évaluer les dégâts». A ses côtés, le secrétaire général de la FTQ, René Roy, a dit que ça serait «carrément au-delà d'un milliard».

Défi emploi

Le défi de l'année qui vient, a dit M. Arseneault, sera celui de l'emploi, non seulement dans le secteur manufacturier, mais dans l'ensemble des domaines dans lesquels la FTQ est présente. «On a eu une réunion avec Jean Charest il y a quelques semaines, et M. Charest nous dit qu'il a l'intention d'aller à Ottawa dès janvier et de réclamer de l'argent pour les problèmes d'emploi qu'on vit au Québec», a dit M. Arseneault.

Le nouveau président de la FTQ, un ancien Métallo, entend aussi faire une tournée des conseils régionaux un peu partout au Québec pour prendre le pouls des régions et rencontrer les députés des deux ordres de gouvernement.

La centrale dénonce dans son bilan annuel l'inaction d'Ottawa

M. Arseneault, qui est entré en poste au mois de novembre pour succéder à Henri Massé, a évoqué l'idée d'utiliser le surplus de la caisse d'assurance-emploi pour stimuler l'emploi. Ce surplus, a-t-il affirmé, dépasserait le milliard de dollars, et «de 20 à 22 % de cet argent-là, c'est l'argent des Québécois».

La FTQ pense à ce que le gouvernement fédéral a fait dans le passé, notamment pour soutenir le secteur sidérurgique lorsque celui-ci a connu des problèmes. «À l'époque, on avait dégagé de l'argent pour faire exactement ce qu'on pense qui devrait être fait aujourd'hui dans le secteur forestier, par exemple, et aussi dans le secteur manufacturier», a dit M. Arseneault. En gros, l'effort avait permis de «réorienter les carrières des travailleurs».

Présentement, l'aide aux travailleurs âgés qui perdent leur emploi mais qui ne sont pas encore à l'âge de la retraite est plutôt mince, selon les responsables syndicaux de l'industrie forestière. Québec vient de mettre sur pied un programme, mais Ottawa n'offre rien.

La FTQ compte aussi marquer l'année 2008 avec sa campagne en faveur du maintien d'un système de santé public. De concert avec la CSN, la centrale a mis sur pied une pétition en ligne qu'elle souhaiterait éventuellement déposer à l'Assemblée nationale.

Le Devoir

EN BREF

Louise Arbour nommée à l'Ordre du Canada

Ottawa — L'ancienne juge de la Cour suprême Louise Arbour a été nommée au plus haut grade de l'Ordre du Canada, a annoncé le bureau de la gouverneur-générale, Michaëlle Jean, hier. Mme Arbour a été nommée compagnon. Elle occupe actuellement les fonctions de haut-commissaire de l'ONU pour les droits de la personne. Elle est récompensée pour «sa contribution au système de justice canadien et pour son dévouement à l'avancement des droits de la personne dans le mon-

de». La chorégraphe Marie Chouinard, la vedette de la NBA Steve Nash, Alex Neve, d'Amnesty International, le scientifique Jean Lemire, le musicien acadien Donat Lacroix, l'homme d'affaires montréalais Leo Kolber, le cinéaste Grant Munro et le gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge, figurent parmi ceux qui ont été nommés au grade d'officier de l'Ordre du Canada. L'historienne Hélène-Andrée Bizier, la chercheuse Margaret Beckdale, le professeur Armand de Mestral, le maire de Caraquet, Antoine Landry, le juge René Marin, le philanthrope Derek Price et le claviériste Paul Shaffer ont quant à eux obtenu le grade de membre — La Presse canadienne

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Montréal
514.845.5545

POUR VOUS TIRER
D'EMBARRAS

Sophie
DOWNS M.Ps.

Membre O.P.Q., R.C.P.O.S.S. et A.M.F.Q.

Psychologue clinicienne T 514 861-0630

Adolescents - Adultes - Couples
20 ans d'expérience

Vieux-Montréal

Bonne et heureuse année
à toute notre clientèle



Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal
514-484-8332

www.themfixit.com

DEPUIS 1953

DOSSIER

Québec a-t-il 400 ou 475 ans?

La valeur historique du chantier archéologique Cartier-Roberval divise les historiens



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

Pour certains historiens, la découverte en 2005 du site de la première tentative d'implantation d'une colonie à Québec ajoute une page de 75 ans au grand livre d'histoire de la ville.

ISABELLE PORTER

Québec — Le hasard a voulu que deux ans avant les célébrations de la fondation de 1608, on ait découvert les vestiges de la première tentative de colonisation effectuée des décennies plus tôt par Jacques Cartier. Mais les historiens sont divisés sur l'importance à accorder à ce site mystérieux.

Dévoilé en grande pompe en août 2006, le site archéologique est en dormance pour l'hiver, mais on vient de lancer un espace Web afin de permettre au public de suivre les travaux (<http://www.cartier-roberval.gouv.qc.ca>), financés à hauteur de 7,7 millions de dollars par le gouvernement du Québec.

Ici, une archéologue commente dans une vidéo la découverte d'une petite clé en laiton. Là, une spécialiste de l'archéobotanique explique comment identifier des restes végétaux vieux de quatre siècles. Une centaine d'artéfacts ont été découverts à ce jour, dont certaines céramiques amérindiennes.

Situé à l'ouest de Québec, dans l'ancienne banlieue de Cap-Rouge, le site a été découvert par hasard en 2005 alors qu'on préparait les travaux d'embellissement de la ville pour le 400^e. On s'appretait à construire la nouvelle promenade Samuel-de-Champlain aux abords du fleuve et, sublime ironie, on avait demandé à un archéologue de s'assurer que le sol ne contenait pas de trésors cachés.

Les historiens savaient que Jacques Cartier et Jean-François de La Roche de Roberval avaient tenté sans succès de s'établir à Québec après 1534. Des forts avaient été construits entre 1541 et 1543 mais on n'en avait jamais trouvé la moindre trace.

«Ce n'était pas planifié. On a ramené le livre d'histoire de 75 ans en arrière avec ce qui a été trouvé», commente Denis Angers, de la Commission

de la Capitale-Nationale (CCN), qui encadre le projet. «C'est incroyable, ce qui a été découvert: des bagues, des poteries... C'est la Renaissance à Québec! On a même découvert des noyaux d'olives. On va même pouvoir reconstituer la diète de l'époque.»

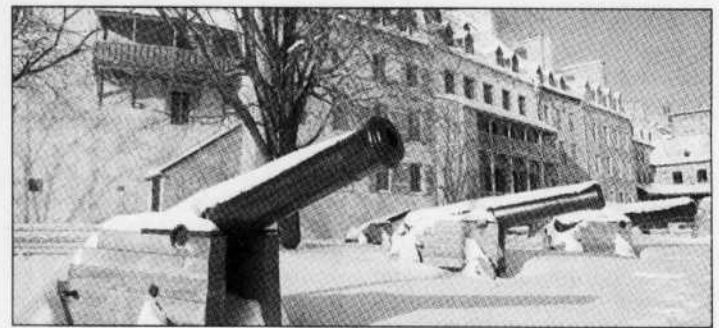
Les historiens divisés

Or tous ne sont pas si enthousiastes. Pour l'historien et éditeur Denis Vaugois, c'est surtout le site d'un mauvais souvenir. «C'est intéressant, mais il n'y a pas eu de suites à ça. Il y a eu un hivernement catastrophique et ça s'est arrêté là. Tellement catastrophique que les Français ont oublié le Canada pendant 75 ans», estime ce spécialiste de Champlain. «Serge Bouchard [l'anthropologue et communicateur] a été clair là-dessus: ça a été un échec, mais heureusement, il y a eu par la suite un gars comme Champlain qui a su faire des accommodements raisonnables avec les Indiens.»

Cependant, pour l'historien Jean Provencher, qui nous accordait récemment une entrevue, c'est une découverte capitale. «Quel site! Ça va être patrimoine mondial de l'humanité. C'est le premier site d'établissement européen au nord du Mexique.» Invité à commenter la découverte lors de l'inauguration en présence du premier ministre Jean Charest, Provencher lui avait transmis son enthousiasme. «Je lui ai dit: "M. Charest, notre histoire du Québec jusqu'à vous, elle est faite, mais il manque une page. La première se trouve ici."»

Or beaucoup reste à faire. En près de six mois de fouilles, les archéologues ne sont pas encore parvenus à retrouver les limites du fort, qui aurait abrité entre 400 et 600 personnes. Les recherches sur le site archéologique Cartier-Roberval doivent reprendre au printemps. Le site sera partiellement ouvert au public à compter de l'été prochain.

Le Devoir



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

Des forts auraient été construits à Québec entre 1541 et 1543.

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

AVIS PUBLICS

TOMBÉES POUR LA PÉRIODE DES FÊTES

Le Devoir ne sera pas publié les 25 et 26 décembre 2007 ainsi que les 1^{er} et 2 janvier 2008.

Nos bureaux seront fermés ces mêmes jours.

RESERVATIONS ET MATÉRIEL

Publications des lundis 24 déc. et 31 déc.: les vendredis précédents avant 12h00
Publications des jeudis 27 déc. et 03 janv.: les vendredis précédents avant 16h00
Publications des vendredis 28 déc. et 04 janv.: les lundis précédents avant 16h00
Publications des samedis 29 déc. et 05 janv.: les jeudis précédents avant 16h00

Tél.: 514-985-3344 Fax: 514-985-3340

Sudoku par Fabien Savary

	4		6	7	5			
1								2 5
9								
4	2			5	8			
				9				7 3
3	8							4
			9		2			7
7	5							8
	1	5						

Niveau de difficulté : MOYEN 0748

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

7	4	3	5	1	2	8	9	6
8	6	1	9	3	7	4	5	2
2	5	9	4	8	6	3	1	7
4	8	2	1	7	5	6	3	9
3	7	5	6	2	9	1	4	8
1	9	6	8	4	3	7	2	5
6	2	8	3	9	1	5	7	4
5	3	7	2	6	4	9	8	1
9	1	4	7	5	8	2	6	3

SUDOKU : le logiciel
10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary
En exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com

Primeau Proulx et Associé inc.

Avis de la première assemblée

Dans l'affaire de la faillite de : **9181-2438 QUÉBEC INC.**, Corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires au 20, rue St-Jean-Baptiste, Belœil (Québec) J3G 1Z4 et faisant affaires sous le nom de Bar & Grill Le Moose.

Faillite
Avis est par les présentes donné que la faillite de **9181-2438 QUÉBEC INC.** est survenue le 18^e jour de décembre 2007 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 8^e jour de janvier 2008 à 14 h 00, au bureau du Syndic.

Ce 19^e jour de décembre 2007.
PRIMEAU PROULX ET ASSOCIÉ INC.
Syndic
SYLVAIN PROULX, CA
Syndic Administrateur

101, Roland-Therrien, Bureau 380, Longueuil (Qc) J4H 4B9
Tél.: (450) 670-1040
Télec.: (450) 670-1542

Association québécoise des travailleurs d'apprentissage
« J'apprends différemment parce que j'ai de la difficulté... »
www.aqeta.qc.ca

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

Primeau Proulx et Associé inc.

Avis de la première assemblée

Dans l'affaire des faillites de : **9094-5882 QUÉBEC INC.**, INC. corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires au 245, rue Daniel, St-Amable (Québec) J0L 1N0.

Faillite
Avis est par les présentes donné que la faillite de **9094-5882 QUÉBEC INC.** est survenue le 19^e jour de décembre 2007 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 10^e jour de janvier 2008 à 9 h 30, au bureau du Syndic.

Ce 20^e jour de décembre 2007.
PRIMEAU PROULX ET ASSOCIÉ INC., Syndic
Sylvain Proulx, CA
Syndic administrateur

101, Roland-Therrien, bur. 380, Longueuil (Qc) J4H 4B9
Tél.: (450) 670-1040 Téléc.: (450) 670-1542

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTREAL
CAUSE NO : 500-22-141909-070
COUR DU QUÉBEC

Présent greffier adjoint :
MICHEL PELLERIN
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA
Demanderesse

g.
MICHEL TREMBLAY
Défendeur

ASSIGNATION
ORDRE est donné à MICHEL TREMBLAY de comparaître au greffe de cette cour situé au 1, rue Notre-Dame Est, à Montréal au local 1.120 dans les 30 jours de la publication du présent avis dans le journal « LE DEVOIR ».

Si la partie défenderesse comparait, la présente REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE sera présentée devant le tribunal le 11 février 2007, à 9h00, en salle 2.06, au palais de justice de Montréal.

Une copie de la présente REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE a été laissée au greffe de cette cour à l'intention de MICHEL TREMBLAY.

Montréal, le 20 décembre, 2007
MICHEL PELLERIN
GREFFIER ADJOINT

Un don d'espoir pour la vie
1-877-488-4222
www.Amesed-Soit.ca

JEAN FORTIN & ASSOCIÉS syndics

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
Dans l'affaire de la faillite de :
Faillite
LA BOUTIQUE DU MERISIER ET CHÈNE INC.
700, rue Akide-Sauvé, bureau 102 A
Blainville (Québec) J7C 5E3

Assemblée
14^e jour de janvier 2008 à 11 h au BUREAU DU SYNDIC à l'adresse suivante : 110, CREMAZIE OUEST BUREAU 1120, MONTREAL (QUÉBEC) H2P 1B9
Le 21 décembre 2007.

Jean Fortin & Associés Syndics Inc.
Tél.: (450) 442-3260 www.jeanfortin.com

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, COUR FÉDÉRALE, No GST-1741-05, LOI SUR LA TAXE D'ACCISE REPR. PAR SOUS-MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC, Partie demanderesse, 9106-3305 QUÉBEC INC., Partie défenderesse. AVIS DE VENTE JUDICIAIRE. PRENEZ AVIS que le 10/01/2008 à 10:00, AU: 904 SHERBROOKE OUEST, MONTREAL, District de MONTREAL, seront vendus par autorité de justice, les biens et effets de 9106-3305 QUÉBEC INC., saisis en cette cause, soit: équipements et accessoires de restauration. CONDITIONS: ARGENT OU CHÈQUE VISE. St-Eustache, ce 27 décembre 2007. CLAUDE BEAUREGARD, huissier de Justice, A/S PHILIPPE TREMBLAY, DION & ASSOCIÉS, HUISSIERS, N.D. 2007120598, Philippe & Associés, Huissiers, 165, rue Du Moulin, St-Eustache, Québec, J7R 2P5, Tél.: (450) 491-7575, Fax: (450) 491-3418.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTREAL, COUR DU QUÉBEC (CHAMBRE CIVILE), No 500-02-132387-058, SOUS-MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC, Partie demanderesse, 9106-3305 QUÉBEC INC., Partie défenderesse. AVIS DE VENTE JUDICIAIRE. PRENEZ AVIS que le 10/01/2008 à 10:00, AU: 904 SHERBROOKE OUEST, MONTREAL, District de MONTREAL, seront vendus par autorité de justice, les biens et effets de 9106-3305 QUÉBEC INC., saisis en cette cause, soit: équipements et accessoires de restauration. CONDITIONS: ARGENT OU CHÈQUE VISE. St-Eustache, ce 27 décembre 2007. CLAUDE BEAUREGARD, huissier de Justice, A/S PHILIPPE TREMBLAY, DION & ASSOCIÉS, HUISSIERS, N.D. 2007120597, Philippe & Associés, Huissiers, 165, rue Du Moulin, St-Eustache, Québec, J7R 2P5, Tél.: (450) 491-7575, Fax: (450) 491-3418.

AVIS LÉGALE
PRENEZ avis que la compagnie Groupe Commerce Fablanco Inc. demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre. François Blanchard, président.

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES

HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi:

Réservations avant 12 h 00

le vendredi

Publications du mardi:

Réservations avant 16 h 00

le vendredi

Tél.: 514-985-3344

Fax: 514-985-3340

Sur Internet : www.ledavoir.com/avis.html

www.ledavoir.com/offres.html

Courriel : avisdev@ledavoir.com

Soyez généreux.



(514) 934-4846

www.fondationpourbravos.com



DOSSIER

Québec 2008 en dix activités incontournables

Québec — Les activités prévues dans le cadre du 400^e de Québec sont si nombreuses que même l'observateur attentif s'y perd. Histoire de vous fournir quelques pistes, l'équipe du *Devoir* à Québec vous offre aujourd'hui quelques suggestions.

1. Le XII^e Sommet de la Francophonie en octobre

Il ne fait pas partie de la programmation comme telle des fêtes du 400^e, mais il sera l'un des événements marquants de la fin d'octobre 2008. On verra si le gouvernement du Québec gagnera son pari, fait conjointement avec la France, de dynamiser la formule des sommets, de rendre les discussions entre les quelque 50 chefs d'Etat plus interactives. L'environnement y sera l'un des sujets centraux, mais il pourrait se révéler délicat en raison de la position d'Otawa sur Kyoto. Toutefois, qui sera alors le premier ministre du Canada, alors que des élections auront lieu probablement ce printemps? Et au Québec, y aura-t-il un nouveau premier ministre? En 1987, la tenue du sommet à Québec avait donné lieu à toutes sortes de critiques, notamment dans les radios locales de Québec. Certains animateurs avaient dénoncé les «cannibales» antidémocratiques qui y participaient. Un coup d'Etat au Burundi avait d'ailleurs eu lieu en plein sommet. Est-ce que les droits de l'homme seront discutés lors du sommet, comme l'opposition péquiste l'a demandé? — *Antoine Robitaille*

2. Robert Lepage, l'incontournable

Annoncé depuis belle lurette, avec beaucoup moins de suspense et de complications que la venue de Céline, le spectacle *Le Moulin à images* de Robert Lepage est l'un des événements les plus attendus de 2008. Sorte de diaporama géant de l'histoire de la ville et de ses perspectives d'avenir, *Le Moulin à images* sera projeté sur les gigantesques silos à grains (d'où le terme «moulin») de la compagnie Bunge, dans le port de Québec. Le compositeur René Lusier a créé la bande sonore de cette projection, qui sera présentée à la brunante à compter du 20 juin, et ce, quarante soirs consécutifs. Ceux qui s'attachent à l'œuvre de Lepage pourront par ailleurs se nourrir de ses mises en scène d'opéra avec la présentation au Grand Théâtre du *Château de Barbe-Bleue* de Béla Bartók et d'*Erwartung* d'Arnold Schönberg. Présenté par l'Opéra de Québec, ce programme double sera à l'affiche du 18 au 25 octobre. Il s'arrête pour la première fois dans la capitale, après des passages remarquables à Melbourne, à New York, à Vancouver et à Montréal. — *Isabelle Porter*

3. Une année de congrès

À compter de janvier 2008, c'est plus de 170 000 personnes qui sont attendues au Centre des congrès de Québec seulement. On peut donc



Des centaines d'événements culturels et sportifs sont au programme du 400^e.

CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

prédire que le nombre de nuitées grimpera de façon colossale à Québec. D'autres événements d'envergure aux retombées économiques importantes sont aussi au programme. En plus du Comité du patrimoine mondial et du Conseil international des monuments et des sites, la présence du Congrès mondial des bibliothèques et de l'information abordera pleinement la question de l'émancipation civique, ici et ailleurs. — *Olivier Spéciel*

4. Changements urbains

Des fêtes comme celles du 400^e laissent habituellement dans le paysage urbain nombre de changements permanents. Le 300^e anniversaire avait donné à la capitale les plaines d'Abraham et le centenaire de la confédération, le Grand Théâtre. Le 400^e a notamment permis de revitaliser et d'embellir les berges du Saint-Laurent, le long du boulevard Champlain sur les bords duquel on a ajouté une promenade Samuel-de-Champlain, véritable utopie pour cyclistes, patineurs et marcheurs. Avant, à cet endroit, de grands réservoirs d'Irving, des terrains vagues et un boulevard-autoroute gâchaient le paysage et la vie. Beau projet, pour le 400^e, que ce retour au fleuve. — *Antoine Robitaille*

5 et 6. Envergure historique pour la musique classique

Les deux principales institutions de musique classique de la ville, l'Orchestre symphonique de Québec et Les Violons du Roy, offrent des spectacles d'une envergure ja-

mais vue, que les mélomanes ne devraient pas être les seuls à apprécier. En mars, l'OSQ présentera au Colisée la *Symphonie n° 8 «Des Mille»* de Mahler avec 200 musiciens et 800 choristes sous la direction du chef Yoav Talmi. Pour faire le compte, outre l'OSQ, on a sollicité l'Orchestre symphonique de Trois-Rivières et ceux de la faculté de musique de l'Université Laval et du Conservatoire. S'ajoutent 800 voix, dont Turid Karlsen (soprano), Monique Pagé (soprano), Susan Platts (mezzo-soprano), Anita Krause (mezzo-soprano), Vicent Cole (ténor), Nathaniel Watson (baryton) et Denis Sedov (basse).

Quant aux Violons du Roy, ils reculent de deux cents ans pour faire revivre le légendaire concert du 22 décembre 1808 donné par Beethoven à Vienne. À cette occasion, le compositeur, qui souffrait déjà de surdité, avait présenté pour la première fois sa 5^e et sa 6^e *Symphonie*, le 4^e *Concerto pour piano* ainsi que la *Fantaisie chorale*. Le pianiste Benedetto Lupo sera aux commandes à sa place avec la force de toutes ses oreilles. Présenté au Palais Montcalm, le concert sera retransmis sur écran géant à l'extérieur. Un projet monumental et historique dans la jeune histoire des Violons. — *Isabelle Porter*

7. Spectacle exclusif du Cirque du Soleil

Déjà difficile à incarner politiquement, on peut se demander l'allure que prendra le thème de la francophonie en version «cirque». Car c'est à ce défi que compte s'attaquer le Cirque du Soleil pour la clôture des fêtes — et du Sommet de la Francophonie — le 19 octobre. Ce spectacle exclusif, qui ne sera présenté qu'une fois, ne

devrait pas manquer de susciter la convoitise. En effet, les billets — tous gratuits — seront tirés au sort lors d'une grande loterie populaire. — *Isabelle Porter*

8. Trésors inestimables

Du côté des expositions, l'événement à ne pas manquer durant le 400^e se déroulera sans contredit au Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ). Le musée, qui fêtera en même temps son 75^e anniversaire, accueillera à compter du 5 juin des œuvres provenant des collections du Louvre. Couvrant près de 5000 ans d'histoire, les 270 pièces exposées sont issues des huit grands départements du musée parisien. Un peu à la manière de l'exposition Rodin (le plus grand succès populaire du MNBAQ à ce jour), qui consistait à transporter à Québec l'expérience d'une visite du musée consacré au sculpteur, *Le Louvre à Québec - Les arts et la vie* offrira une sorte d'avant-goût des richesses de la grande institution. Même si on ne connaît pas encore la liste complète des artefacts et œuvres présentés, la direction du MNBAQ nous assure qu'il s'agit en majorité de pièces actuellement en montre au Louvre. C'est un peu comme si les conservateurs de Québec avaient eu la chance de faire leur épicerie dans les salles de l'ancien palais royal. L'événement est unique. Il est en fait rare que le Louvre laisse ses galeries ainsi dépeuplées... — *Patrick Caux*

9. Les grands happenings

En plus du lancement des fêtes le 31 décembre et du spectacle du Cirque du Soleil, la Société du 400^e a massivement investi dans deux grands événements «concepts»: *L'Opéra urbain* début juillet et *Le chemin qui marche* le 15 août. Jusqu'à

présent, le premier a surtout coûté cher au 400^e, au sens propre comme au figuré (graves allégations concernant des conflits d'intérêts dans l'octroi de contrats, difficultés avouées à rendre opérationnel le projet). *Le chemin qui marche* semble promis à un meilleur avenir. Confié, lui aussi, sans appels d'offres, à un créateur de Québec cette fois (Olivier Dufour), ce happening nocturne aux proportions démesurées se déroulera aux abords du fleuve, à la baie de Beauport. En phase avec la nuit des Perséides, on fera exception aux règles de bonne conduite pour danser sur le site toute la nuit. — *Isabelle Porter*

10. Québec, ville de sports d'hiver

On le sait, l'organisation du 400^e a opté pour une philosophie de programmation qui consiste à répartir un peu d'argent dans tous les secteurs d'activités susceptibles d'intéresser les citoyens de Québec. Un des événements où la grande sucrière budgétaire s'est particulièrement

attardée est sans nul doute le Championnat mondial de l'IIHF (Fédération internationale de hockey sur glace). Du 2 au 18 mai, certains des plus grands joueurs de la planète seront de passage au pays pour ce tournoi international. Au total, trente parties seront jouées à Québec (alors que 24 seront présentées à Halifax, ville coorganisatrice), dont les deux demi-finales et la grande finale. Le championnat risque de coûter cher. Mais bon, il paraît que ça n'a pas de prix d'avoir la chance de revoir du hockey de haut calibre à Québec. Reste à constater si l'engouement populaire sera au rendez-vous.

Parlant d'engouement et d'équipement de hockey, il faut également mentionner le retour à Québec, pour une troisième année, du Red Bull Crashed Ice. L'événement extrême, qui consiste pour des patineurs à s'élaner sur les côtes glaciales du Vieux-Québec, avait attiré près de 75 000 personnes l'an dernier. Il y a fort à parier que la compétition sera encore plus spectaculaire cette année. — *Patrick Caux*

Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard
A V O C A T

Vieux-Montréal

514.861.0469

Un party à tout casser!

CE SOIR 22H

SPÉCIALE 90 MINUTES

BELLE ET BUM

LE PARTY DU TEMPS DES FÊTES

GAROU, KAÏN, FRANCE D'AMOUR, MARCO CALLIARI,
JOËL DENIS, ÉLIZABETH BLOUIN-BRATHWAITE...

EN RAPPEL VENDREDI 21 H



telequebec.tv



LE MONDE

N É P A L

Le Parlement approuve l'abolition de la monarchie

Katmandou — Le Parlement provisoire du Népal a approuvé hier une résolution prévoyant l'abolition de la monarchie dans le cadre d'un accord politique entre les ex-rebelles maoïstes et le gouvernement, selon les images diffusées par les chaînes de télévision.

Le texte, qui précise que le Népal est appelé à devenir un «*État républicain, fédéral et démocratique*», a été adopté avec 270 voix. Seuls trois parlementaires sur les 329 qui siègent au Parlement ont voté contre.

De sources officielles, on précise que le roi Gyanendra continuera de résider dans son palais mais sans exercer de pouvoirs jusqu'à l'élection d'une assemblée constituante, qui devrait avoir lieu d'ici la mi-avril. L'abolition de la monarchie n'entrera en vigueur qu'après ce scrutin.

Le premier ministre Girija Prasad Koirala, 83 ans, assumera la responsabilité de chef de l'État dans l'intervalle.

La popularité du monarque avait plongé lorsque Gyanendra s'était attribué les pleins pou-

voirs, en 2005. La répression sanglante de manifestations l'année dernière l'a conduit à renoncer au pouvoir et à le restituer aux partis politiques.

Ce retrait a permis au gouvernement de passer un accord avec la rébellion maoïste, mettant fin à un conflit qui a commencé en 1996 et lors duquel 13 000 personnes ont trouvé la mort.

«*Nous avons soutenu cette résolution parce qu'elle souscrit à notre vœux d'établir une république et ouvre la voie à de nouvelles élections*», a déclaré Dev Gurung, président adjoint du groupe des parlementaires maoïstes. «*Nous introduirons nos autres revendications petit à petit*».

Les maoïstes exigeaient au départ une abolition immédiate de la monarchie, ce qu'a refusé le gouvernement, qui considère que c'est à l'assemblée élue de se prononcer sur le sort du souverain, traditionnellement considéré comme une incarnation du dieu hindou Vishnou.

Reuters

E N B R E F

Liban: le vote du Parlement est à nouveau repoussé

Beyrouth — Le président du Parlement libanais, Nabih Berri, a décidé de repousser au 12 janvier la séance, prévue aujourd'hui, pour élire le président de la République, a annoncé hier le bureau de M. Berri. Ce report, le onzième en environ trois mois, était prévisible en l'absence de consensus entre la majorité antisyrilienne et l'opposition proche de Damas et Téhéran. Le Liban, qui traverse sa pire crise politique depuis la fin de la guerre civile (1975-90), est sans président depuis le départ du prosyrien Émile Lahoud, le 23 novembre. Le chef de l'armée, Michel Sleimane, fait figure de candidat consensuel, mais les deux camps n'arrivent pas à se mettre d'accord sur le mécanisme d'un amendement constitutionnel qui permettrait son élection. L'opposition réclame en outre

de discuter avant l'élection de la composition du futur gouvernement, ce que refuse la majorité. Le président du Parlement, également un des leaders de l'opposition, a toutefois jugé dans son communiqué qu'il n'y avait pas besoin d'amender la Constitution pour élire M. Sleimane en se fondant sur une interprétation propre de la Constitution. La session parlementaire ordinaire en cours prendra fin le 31 décembre. La prochaine ne se tiendra qu'à la mi-mars. Le gouvernement avait appelé M. Berri à la convocation d'une session extraordinaire pour l'amendement et l'élection au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 17 mars. Le blocage actuel au pays du Cédre est interprété comme le prolongement du bras de fer entre l'Occident, d'une part, et la Syrie et l'Iran, d'autre part. La majorité accuse l'opposition d'être sous la coupe de Damas alors que celle-ci reproche au gouvernement d'être inféodé à Washington. — AFP

Mort de Benazir Bhutto

Un collaborateur accuse le gouvernement de «mensonges»

Islamabad — Un proche collaborateur de Benazir Bhutto, décédée jeudi dans un attentat au Pakistan, a affirmé que la version de sa mort donnée hier par le gouvernement pakistanais était «un tas de mensonges».

Le ministère de l'Intérieur a déclaré hier que Benazir Bhutto était décédée des suites d'une blessure reçue au moment de l'attentat lorsque sa tête a heurté le levier du toit ouvrant de la voiture dans laquelle elle se trouvait, alors qu'elle tentait de se protéger de son agresseur. Le ministère a affirmé qu'on n'avait trouvé ni balle ni éclat de métal dans le corps de Benazir Bhutto.

«*C'est sans fondement. C'est un tas de mensonges*», a déclaré à l'AFP Farooq Naik, qui était le principal avocat de Benazir Bhutto et qui est un haut responsable de sa formation politique, le Parti du peuple pakistanais (PPP). «*Deux balles l'ont touchée, une dans l'abdomen et une dans la tête*», a affirmé M. Naik.

«*Le secrétaire personnel de Bhutto, Naheed Khan, et le responsable de son parti, Makhdoom Amin Fahim, se trouvaient dans la voiture et ont vu ce qui s'est passé*», a-t-il dit. «*C'est une perte irréparable, et ils racontent des histoires avec de telles affirmations. Le pays va à la guerre civile*», a-t-il dit.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Javed Cheema, avait auparavant déclaré que l'autopsie du corps avait montré que la blessure mortelle avait été causée par le choc avec le levier du toit ouvrant lorsque Mme Bhutto a tenté de se protéger contre l'attentat.

L'auteur de l'attentat a apparemment tiré trois coups de feu vers Mme Bhutto avant de faire exploser la bombe qu'il portait sur lui, mais il l'a ratée, a déclaré le général Cheema. «*Le levier l'a heurtée près de l'oreille droite et a fracturé son crâne*», a déclaré le général Cheema. «*On n'a trouvé ni balle ni éclat de métal dans la blessure*», a-t-il dit.



Benazir Bhutto

Selon le gouvernement, les services de renseignement pakistanais ont intercepté l'appel d'un haut responsable d'al-Qaïda au Pakistan, Baitullah Mehsud, qui aurait commandité non seulement cette attaque mais aussi l'attentat qui a tué 139 personnes

au retour d'exil de Bhutto, en octobre.

«*Le gouvernement affirme maintenant que Baitullah Mehsud est responsable*», a déclaré M. Naik à l'AFP. «*Où sont les preuves?*»

«*Elle a été emmenée à l'hôpital. Elle saignait. C'est une sérieuse défaillance de la sécurité*», a-t-il ajouté.

La mort de cette figure de proue de l'opposition a suscité une vague d'émeutes au Pakistan, faisant au moins 33 tués et de lourds dégâts matériels.

Des centaines de milliers de partisans ont suivi hier ses funérailles, et nombre d'entre elles ont rendu le président Pervez Moucharrarf responsable de sa mort pour n'avoir pas réussi à la protéger.

Bhutto avait été avertie que les islamistes la visaient. Le général Cheema avait auparavant indiqué à l'AFP que l'opposante pro-occidentale était «en tête de liste» d'al-Qaïda.

Agence France-Presse

É T A T S - U N I S

La crise au Pakistan préoccupe les candidats à la présidentielle

STEPHEN COLLINSON

Des Moines, États-Unis — L'assassinat de Benazir Bhutto à quelques jours du début des primaires pour la présidentielle américaine de 2008 a poussé les candidats à mettre en avant leurs capacités à gérer les crises internationales et leur expérience.

Alors que les dossiers socioéconomiques dominaient la campagne, l'assassinat de l'ex-première ministre pakistanaise, traité en boucle par les chaînes d'information américaines, a ramené au premier plan la «*guerre contre le terrorisme*» et l'importance du rôle de «*commandant en chef*» du président.

Il y a huit ans, le candidat George W. Bush n'avait pas su nommer les dirigeants du Pakistan et de l'Inde lors d'une entrevue télévisée à quelques mois des primaires. L'épisode, embarrassant, n'avait pas empêché de l'emporter l'année suivante. Mais cette

époque est désormais révolue...

«*Pendant cette campagne, j'ai toujours dit que j'étais celui qui a l'expérience, la connaissance et le jugement*», a déclaré le sénateur républicain John McCain, dont la campagne, moribonde l'été dernier, connaît un rebond spectaculaire. «*Je suis allé au Pakistan, je connais Moucharrarf, je peux prendre le téléphone et l'appeler. Je connaissais Benazir Bhutto*», a-t-il insisté.

Côté démocrate, Hillary Clinton, qui semble selon de récents sondages avoir enrayé sa chute dans l'Iowa, le premier Etat à se prononcer sur les investitures des partis, est intervenue de manière très «*présidentielle*» sur la chaîne d'information CNN. «*Je ne pense pas que le gouvernement pakistanais à ce jour sous le président Moucharrarf ait la moindre crédibilité. Ils ont démantelé un système judiciaire indépendant, ils oppriment la presse libre, c'est pour quoi j'appelle à la création d'une commission d'enquête internationale et*

indépendante», a déclaré Mme Clinton, assise devant un drapeau américain. «*Je connaissais évidemment Benazir Bhutto et j'admire sa capacité à diriger*», a ajouté l'ex-première dame aujourd'hui sénatrice.

Mais alors que les assemblées électorales de l'Iowa, ouverture officielle des primaires et test fondamental pour nombre de candidats, doivent se tenir le jeudi 3 janvier, les autres prétendants n'ont pas laissé les vieux loups occuper seuls le devant de la scène.

M. Obama a appelé à la fermeté «*dans notre désir de mettre fin au genre d'actes terroristes subis non seulement au Pakistan mais dans d'autres régions du monde*» tandis que son conseiller David Axelrod a une nouvelle fois rappelé que l'expérience n'empêchait pas les erreurs, citant le choix de Mme Clinton en 2002 de voter pour la guerre en Irak.

«*Une des raisons pour lesquelles le Pakistan se trouve dans un tel*

désarroi, c'est qu'al-Qaïda est en train de se relever [...], c'est une conséquence du fait qu'on avait perdu de vue [cette question] et qu'on a fait une erreur de jugement en allant en Irak», a insisté M. Axelrod.

John Edwards, le troisième homme de la course à l'investiture démocrate, a pour sa part affirmé avoir personnellement parlé au président Moucharrarf après l'assassinat pour lui demander d'œuvrer à la démocratisation du pays et de permettre une enquête internationale.

Côté républicains, Mike Huckabee, l'étoile montante du parti mais dont l'avance sur Mitt Romney semble diminuer dans l'Iowa, a réitéré l'idée que son manque d'expérience l'empêcherait de prendre les bonnes décisions en matière de politique internationale, fustigeant l'utilisation de la crise pakistanaise pour des «*jeux politiques*».

Agence France-Presse

Un an après leur victoire aux législatives

Les démocrates américains ont le moral en berne

LAURIE KELLMAN

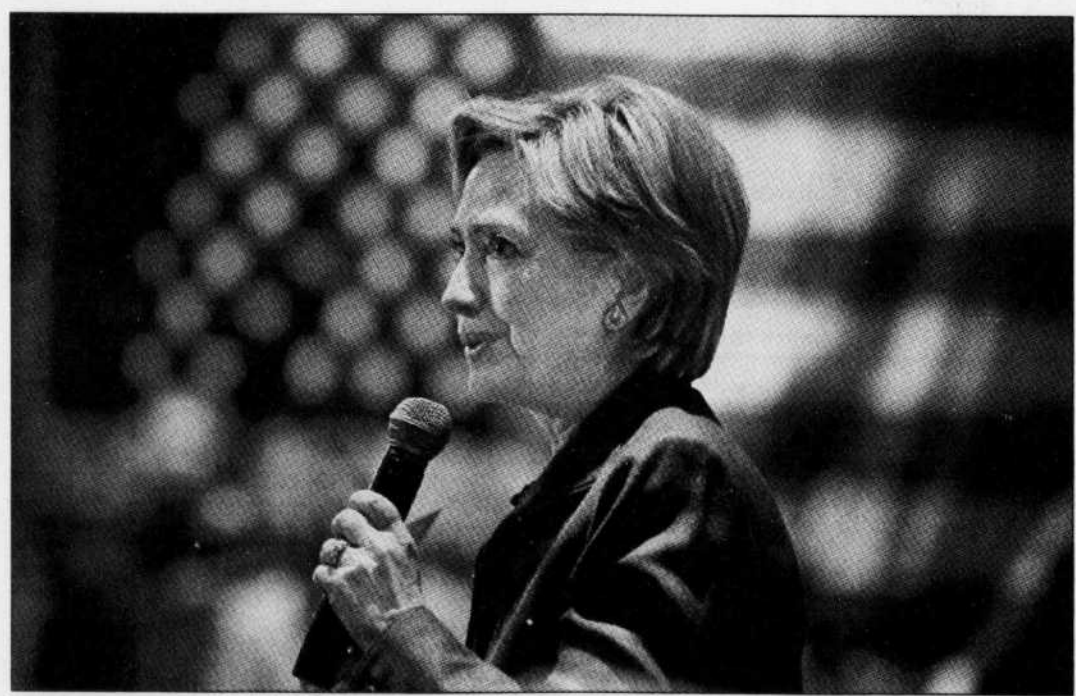
Washington — Les démocrates américains avaient commencé l'année 2007 en fanfare, forts de leur nouvelle majorité au Congrès au moment où se profilait le début de la campagne présidentielle. Ils promettaient alors de travailler à la fin de la guerre en Irak mais n'ont enregistré aucun progrès sur ce front, qui leur vaut aujourd'hui une cuisante impopularité.

La campagne pour la succession de George W. Bush à la Maison-Blanche entrera quant à elle, début janvier, dans le vif du sujet avec les premières primaires: tant du côté républicain que du côté démocrate, le jeu est ouvert et toutes les surprises sont possibles.

Quand le nouveau Congrès a pris ses fonctions, le 3 janvier dernier, la courte majorité démocrate bénéficiait d'environ 65 % d'opinions favorables. Les profondes divisions du parti sur la politique à mener en Irak, son incapacité à surmonter les conflits avec le président républicain George W. Bush et une série de reculs sur plusieurs projets de loi ont fait plonger la popularité des démocrates à 25 %.

Ils ne sont pas parvenus à imposer une date pour le début du retrait des troupes d'Irak, qui a buté sur le veto du président Bush. Ils se sont également divisés sur la question de savoir s'il fallait ou non revenir à la baisse le financement des opérations et ont dû reconnaître que la violence avait déçu sur le terrain, ce qui semble valider la stratégie de la Maison-Blanche qu'ils avaient sévèrement critiquée. Aujourd'hui, ils doivent même se défendre, les républicains les accusant d'avoir traîné à débloquer des fonds qui auraient permis d'obtenir des résultats plus rapides.

Outre l'Irak, les démocrates ont échoué sur l'extension de l'assurance maladie à dix millions d'enfants et n'ont pas non plus pu aboutir à un compromis sur l'ambitieuse ré-



Hillary Clinton, qui fait toujours la course en tête chez les démocrates, voit son avance s'éroder au profit de Barack Obama, en particulier dans les États qui organiseront les premières primaires, en janvier.

forme sur l'immigration, qui aurait permis la régularisation d'un grand nombre d'étrangers sans papiers.

Ils ont toutefois réussi à réviser les règles éthiques sur le lobbying au Congrès, à augmenter le salaire minimum pour la première fois depuis dix ans ou encore à faciliter l'accès à l'enseignement supérieur. Ils ont même remporté une bataille contre Bush en surmontant, grâce à l'appui de 34 sénateurs républicains, le veto qu'il avait opposé à un projet de reconstruction des zones touchées par l'ouragan Katrina. «*La guerre en Irak a éclipsé la plus grande partie de ce que nous avons fait*», déplore Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des représentants.

Et à l'heure où la campagne pour la présidentielle de 2008 commence à monopoliser toute l'attention, il devient plus difficile pour

les candidats à l'investiture démocrate d'exploiter l'impopularité du président Bush.

Sur ce front, les choses sont également moins claires qu'il y a quelques mois. Hillary Clinton, qui fait toujours la course en tête chez les démocrates, voit son avance s'éroder au profit de Barack Obama, en particulier dans les États qui organiseront les premières primaires, en janvier.

L'ancien maire de New York Rudolph Giuliani fait figure de favori dans le camp républicain, mais il pourrait ne pas emporter les premières primaires et ses concurrents progressent, en particulier Mike Huckabee. John McCain et Mitt Romney restent également bien placés pour obtenir l'investiture.

Selon David Rhode, professeur de science politique à la Duke University (Caroline du Nord), cette

situation s'explique par le fait que tous les prétendants ont de graves défauts: Clinton susciterait une opposition trop franche chez ses adversaires pour espérer emporter la présidentielle, Obama manque d'expérience internationale et Edwards n'a pas beaucoup évolué depuis qu'il a perdu la dernière présidentielle aux côtés de John Kerry.

Pour les partisans du Parti républicain, le dilemme est le même. Giuliani a affiché des positions trop centristes pour les électeurs de son parti, Romney inquiète à cause de son appartenance à l'Eglise mormone et McCain semble trop indépendant, analyse M. Rhode.

C'est l'Iowa qui ouvre le bal des primaires, les électeurs étant appelés à se prononcer le 3 janvier lors des caucus organisés dans cet Etat rural.

Associated Press

2007: première année d'espoir en Irak

ROBERT REID

Bagdad — Diminution des attentats, chute du nombre de victimes des violences, relance du commerce... L'envoi en 2007 de 30 000 soldats supplémentaires pour sécuriser Bagdad et la province d'Anbar semble avoir porté ses fruits en Irak. Reste à savoir si ces progrès survivront au départ prochain de ces renforts, sachant que les différentes factions irakiennes n'arrivent toujours pas à s'entendre sur le partage du pouvoir.

D'ici juillet 2008, les États-Unis doivent retirer les cinq brigades de combat que le président George W. Bush avait envoyées pour enrayer le déchaînement de violence entre sunnites et chiïtes. Irakiens et Américains espèrent également achever courant 2008 des négociations sur un nouvel accord qui transférerait davantage de pouvoir aux premiers et réduira probablement la capacité de Washington à peser sur les décisions de Bagdad.

La situation sécuritaire s'est améliorée de manière spectaculaire ces trois derniers mois, suscitant l'espoir que le plus dur est peut-être désormais passé dans la guerre en Irak. En novembre 2006, au moins 2250 Irakiens — civils, soldats et policiers — avaient été tués dans des violences politiques. Le mois dernier, le bilan s'est élevé à 718 morts.

Les pertes dans les rangs de l'armée américaine ont également chuté, passant de 126 en mai à moins de 40 en octobre et novembre, même si 2007 reste l'année la plus meurtrière pour les forces de l'oncle Sam en Irak.

Des milliers d'Irakiens qui avaient fui le pays prennent le chemin du retour. Des quartiers de Bagdad, aux allures de villes fantômes il y a quelques mois encore, reprennent vie. Des habitants se promènent dans la rue avec leurs enfants, même le soir. «*La situation s'améliore chaque jour*», estime Firas Adel, un négociant chiïte en vêtements.

Le calme relatif à Bagdad, dans la province d'Anbar et d'autres

zones sensibles reste cependant fragile. Les combats font toujours rage dans des secteurs clés non loin de la capitale. À Bagdad, des bombes explosent presque chaque jour, mais elles attirent peu l'attention, sauf quand elles font de nombreuses victimes.

Si les groupes extrémistes chiïtes et sunnites, dont al-Qaïda en Irak, ont subi des coups sévères, ils n'ont pas été détruits. Les combattants d'al-Qaïda expulsés de Bagdad tentent de se regrouper dans le nord et l'ouest du pays. D'autres groupes armés se feraient discrets en attendant le départ des renforts américains.

Les progrès enregistrés sont largement liés à l'envoi des renforts américains et aux changements de stratégie mis en œuvre par le général David Petraeus, commandant de la force multinationale en Irak. Grâce aux 30 000 hommes supplémentaires déployés dans le pays, les GI ont repris les bastions des militants sunnites, dont al-Qaïda en Irak.

L'envoi des renforts a également encouragé les chefs tribaux sunnites dans leur rejet d'al-Qaïda, et des milliers de sunnites adhérent à des groupes de défense soutenus par les États-Unis pour empêcher un éventuel retour des extrémistes.

Côté chiïte, le mécontentement croissant de l'opinion contre la criminalité et les abus imputés à l'Armée du Mahdi a conduit le chef de celle-ci, l'imam anti-américain Moqtada al-Sadr, à suspendre les attaques de la milice et à la purger.

De nombreux diplomates, chefs militaires et experts américains doutent d'une réconciliation des Irakiens par de grands accords ou l'adoption d'une loi à l'échelle nationale. Ils misent plutôt sur un patchwork d'accords de paix locaux entre tribus sunnites et chiïtes pour produire une réconciliation par le bas. Un processus qui pourrait prendre des années.

Associated Press

LE MONDE

Libération de trois otages des FARC en Colombie

La première phase de l'opération de récupération est en branle

ALEXANDER MARTINEZ

Villavicencio, Colombie — L'opération visant à récupérer trois prisonniers des FARC a démarré hier en Colombie avec l'arrivée des hélicoptères envoyés depuis le Venezuela dans l'espoir de rapatrier aujourd'hui les otages libérables de la guérilla marxiste.

Les deux hélicoptères MI-17, portant le sigle du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ont atterri peu avant 17h à l'aéroport de Villavicencio, placé sous haute surveillance, à 100 kilomètres au sud-est de Bogotá.

Située au pied de la cordillère orientale des Andes, cette localité doit servir de base logistique à la mission internationale, montée par le président vénézuélien Hugo Chávez, auquel les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) se sont engagées à remettre ces otages.

À bord des appareils de construction russe, de couleur blanche et orange, le vice-ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Rodolfo Sanz, ainsi que des délégués du CICR ont été reçus par l'émissaire du gouvernement colombien, le haut-commissaire à la paix, Luis Carlos Restrepo. «*Espérons que tout se déroulera avec succès pour le bien des relations entre la Colombie et le Venezuela*», a déclaré M. Sanz à son arrivée, précisant qu'il ne pouvait fournir aucun détail.

De son côté, M. Restrepo a souhaité que l'opération débute avec «*une grande discrétion*» afin de récupérer Clara Rojas, l'assistante de l'ex-candidate présidentielle Ingrid Betancourt, son fils Emmanuel et l'ex-parlementaire Consuelo Gonzalez, dont la libération a été annoncée il y a dix jours.

L'émissaire colombien avait auparavant assuré que Bogotá n'imposerait pas de délai pour la libération des trois otages, contredisant les propos du secrétaire de la présidence selon lequel l'opération devait s'achever demain soir au plus tard.

L'arrivée des hélicoptères, qui ont décollé de l'aéroport vénézuélien de Santo Domingo, à 500 kilomètres de là, en présence de M. Chávez, constitue la première phase de l'opération.

«*La première phase consiste à s'approcher de l'objectif, la deuxième sera [l'opération] de récupération*», a expliqué avant leur départ le président Chávez, vêtu d'un uniforme militaire et coiffé d'un béret rouge. «*La deuxième phase doit commencer samedi. Espérons pouvoir terminer l'opération*» le jour même, a-t-il ajouté.

Dans un deuxième temps, ces mêmes appa-



Le président vénézuélien Hugo Chávez inspectait hier un appareil qui servira à transporter les otages libérables.

reils devront ainsi aller chercher les otages au point de rendez-vous fixé par la guérilla.

«*Nous attendons de remplir cette mission. Nous pouvons sortir demain [samedi], mais cela dépend de nombreux facteurs, dont le climat*», a averti le délégué du CICR en Colombie, Barbara Hintermann.

Actuellement réunie au Venezuela, la délégation internationale, composée d'émissaires de sept pays européens et latino-américains, rejoindra l'aéroport de Villavicencio, à bord d'avions Falcon, après le démarrage de la seconde phase.

Une fois libérés, les otages feront escale à Villavicencio, où les attendront les Falcon pour les

transporter au Venezuela. Ils seront ensuite reconduits en Colombie avec les membres de leur famille, qui les attendent depuis jeudi à Caracas.

Le président vénézuélien a averti qu'il n'avait «*pas encore reçu les coordonnées du lieu*» de rencontre avec les FARC en raison des «*mauvaises conditions météorologiques*» dans la région.

La mission de récupération n'est pas sans risque, car elle doit se dérouler dans une zone de conflit entre la guérilla, l'armée régulière et les groupes paramilitaires d'extrême droite, liés au pouvoir.

Agence France-Presse

L'Arche de Zoé

Les six Français ont été incarcérés dès leur arrivée au pays

Paris — Le procureur de la République de Bobigny, François Molins, a indiqué hier soir, après l'arrivée du Tchad des six membres français de L'Arche de Zoé, qu'il avait pris des réquisitions «*d'incarcération immédiate*» à leur rencontre, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Le procureur a indiqué qu'ils allaient gagner un établissement pénitentiaire sans en préciser la localisation exacte.

Dès l'arrivée de l'avion dans un aéroport parisien, vers 21h20, les six Français condamnés à huit ans de travaux forcés à N'Djamena pour «*tentative d'enlèvement d'enfants*» ont été présentés à des magistrats de Bobigny, près de Paris, qui ont contrôlé les pièces du dossier, procédé à un interrogatoire d'identité avant que le procureur ne prenne des réquisitions d'incarcération.

L'escorte a ensuite pris le chemin de la prison, probablement celle de Fresnes, suivie jusqu'au centre pénitentiaire par deux médecins. Cinq des six condamnés ont demandé à faire l'objet d'un examen médical à leur arrivée à la

prison, selon le procureur, qui a précisé que «*c'était à l'administration pénitentiaire de décider ou non de leur hospitalisation*».

M. Molins a expliqué que les six Français étaient «*fatigués et se rendaient compte qu'ils portaient pour une période difficile*», qu'ils étaient «*affaiblis et assez démoralisés*».

Il a ensuite indiqué qu'il appartiendrait au parquet du lieu de détention de saisir le tribunal correctionnel pour demander «*d'adapter la peine pour qu'elle soit conforme au droit français*». Ce sera une peine «*d'emprisonnement et non de réclusion criminelle*», a-t-il ajouté. L'affaire devrait être soumise au tribunal «*dans les semaines qui viennent*», selon lui.

En ce qui concerne les familles qui s'étaient rendues à l'aéroport du Bourget, pensant y voir leurs proches, le procureur a indiqué que «*dès demain des parloirs ont d'ores et déjà été organisés pour que les familles puissent rencontrer les six ressortissants français dans l'établissement pénitentiaire*» où ils seront.

Agence France-Presse

Libération du «*taliban australien*»

Adelaide, Australie — David Hicks, surnommé «*le taliban australien*», a été libéré aujourd'hui de la prison Yalata à Adelaide, dans le sud de l'Australie, où il était détenu après avoir été pendant cinq ans prisonnier sur la base américaine de Guantánamo, à Cuba.

La télévision nationale australienne a montré des images de David Hicks, 32 ans, en train de quitter la prison de haute sécurité escorté par des gardiens. Souriant, David Hicks est sorti de la prison sans s'adresser aux médias venus assister à sa libération. Il a laissé son avocat David McLeod lire en son nom la déclaration suivante: «*J'avais espéré être en mesure de parler aux médias, mais je ne suis pas assez fort pour cela en ce moment, c'est aussi simple que cela*».

Dans cette déclaration, Hicks a remercié les nombreuses personnes qui l'ont soutenu pendant sa détention: sa famille, ses amis, ses avocats et les organisations de défense des droits de l'homme qui ont fait campagne en sa faveur. Il a remercié les médias pour avoir porté l'épreuve qu'il traversait à la connaissance du public. «*D'abord et avant tout, je voudrais exprimer l'immense gratitude que je dois au public australien pour m'avoir fait rentrer à la maison. Je ne vous oublierai pas, je ne vous décevrai pas*», a dit David Hicks dans sa déclaration.

L'ancien détenu a ajouté qu'il se réjouissait de «*passer du temps tranquillement*» avec sa famille et ses amis, et a demandé qu'on le laisse faire une transition «*lente et douce*» vers la vie en liberté.

«*J'aurai besoin de temps pour me réadapter à la société et pour recevoir les soins médicaux que nécessitent les*

conséquences des cinq ans et demi que j'ai passés à Guantánamo

», a-t-il dit. Des rumeurs selon lesquelles sa déclaration pourrait comporter une demande d'excuses avaient circulé avant sa libération, mais elles se sont révélées inexactes, et le père de David Hicks, Terry, a estimé qu'il n'avait pas de raison de présenter des excuses.

«*David a fait cinq ans et demi plutôt éprouvants, David a purgé sa peine pour ce qu'il a pu faire*», a déclaré Terry Hicks aux journalistes devant la prison, ajoutant que rien n'avait été prouvé contre son fils.

Arrêté en Afghanistan à la fin de 2001 après l'intervention militaire menée par les États-Unis, David Hicks, qui s'était converti à l'islam, avait reconnu avoir suivi un entraînement avec les talibans et des membres du réseau terroriste al-Qaïda.

Il avait pu être ramené en Australie en mai dernier après avoir conclu avec les procureurs militaires américains un accord aux termes duquel il reconnaissait avoir fourni un soutien matériel au terrorisme et pouvait purger les derniers mois de sa peine dans son pays.

David Hicks, dont l'état mental est fragile, présente toujours un risque terroriste aux yeux de la justice australienne, qui a assorti sa remise en liberté d'un contrôle judiciaire strict.

Son cas a suscité de vifs débats en Australie pendant qu'il était derrière les barreaux sur la question de savoir s'il était un militant islamiste ayant des liens avec des groupes terroristes ou bien un aventurier mal avisé qui s'était trouvé au mauvais endroit au mauvais moment.

Agence France-Presse

Le destin de Clara Rojas, otage des FARC

PHILIPPE ZYGEL

Bogotá — Quand elle tombe aux mains des FARC le 23 février 2002, Clara Rojas, dont la Croix-Rouge a annoncé hier le report de sa remise en liberté, est loin d'imaginer son incroyable destin: l'assistante d'Ingrid Betancourt va émuouvoir le monde en devenant mère d'un enfant otage.

Cette avocate de Bogotá dirigeait la campagne de l'ex-candidate écologiste à la présidentielle lorsque les deux femmes sont capturées, près de Florencia, à 600 kilomètres au sud de Bogotá, dans une zone contrôlée par la guérilla colombienne, où elles se rendent malgré l'avertissement des autorités. Quelques heures plus tard, ses ravisseurs veulent la relâcher, mais elle refuse catégoriquement par solidarité pour son amie. «*Maman, ils ont décidé de me libérer mais je vais rester avec Ingrid*», racontera-t-elle dans un courriel.

Avec Ingrid Betancourt, Clara Rojas, âgée aujourd'hui de 44 ans, fera désormais partie du groupe d'une quarantaine d'otages dit «*politiques*» que les FARC, en rébellion depuis 1964 contre le gouvernement colombien, souhaite libérer en échange de quelque 500 emprisonnés.

Mais le 18 décembre, la guérilla marxiste annonce sa prochaine libération, aux côtés de son enfant et de l'ex-parlementaire Consuelo Gonzalez de Perdomo, trois otages qui doivent être remis à une mission humanitaire.

Durant sa captivité, sa famille ne reçoit que deux preuves qu'elle est vivante, envoyées par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) sous forme de cassettes vidéo. Dans la seconde vidéo, tournée le 13 mai 2003 et diffusée le 31 août de cette même année, «*Claraléti*», diminutif de Clara Leticia, s'adresse à sa mère. «*J'ai la certitude que nous vivons dans un beau pays où prime le sentiment de l'amour*», lui dit-elle.

En avril 2006, les révélations du journaliste colombien Jorge Enrique Botero font l'effet d'une bombe. Ce dernier dévoile l'existence d'Emmanuel, un garçon de trois ans conçu par Clara Rojas lors d'une relation consentie avec l'un de ses géoliers.

Le journaliste qualifie de «*miracle*» la naissance de l'enfant dans un camp de la guérilla, perdu en pleine jungle, et rapporte cette phrase étonnante du chef suprême des FARC, Manuel Marulanda: «*Cet enfant nous appartient à moitié et ap-*



Clara Rojas

partient à moitié aux autres.»

D'abord incrédules, les proches de Clara Rojas obtiennent une confirmation de la bouche d'un de ses anciens compagnons de détention, John Frank Finchao, qui s'échappa en mai dernier, au prix de dix-sept jours de déambulation dans la forêt.

Ce policier révèle le prénom de l'enfant, Emmanuel, affirme qu'il est élevé par des guérilleros aux fins fonds de la forêt amazonienne et n'est confié que rarement à sa mère. Une situation dont cette dernière «*souffre beaucoup*», assure-t-il.

Après ces déclarations, la grand-

mère de l'enfant, Clara Gonzalez, lance une campagne dans les médias pour demander aux FARC de le relâcher. Plusieurs journaux télévisés commencent leurs programmes par ce slogan: «*Libérez Emmanuel*».

En juillet dernier, une vidéo diffusée par les FARC apportera de nouveaux détails sur l'enfant otage. Elle présente le témoignage d'un soldat, William Dominguez, qui a croisé la route du petit garçon. «*Il a beaucoup de jouets que lui ont fabriqués les guérilleros, il aime s'amuser avec eux*», déclare-t-il.

Du père de l'enfant, simple guérillero de base, on sait peu de chose, sinon qu'il fut envoyé au front après avoir échappé de peu à la peine capitale, lors d'un conseil des FARC qui interdisent ce type de rapport avec les otages.

Les proches de Clara Rojas ont affirmé qu'ils le considéraient comme un des leurs.

«*Je n'ai pas de réserve sur le fait qu'il soit guérillero. C'est un être humain et je considère que chaque être humain proche d'un membre de ma famille fait partie de la famille*», a récemment confié la grand-mère d'Emmanuel.

Agence France-Presse

Trio classique

Zen · Vitamine · Noël

Choisissez votre ambiance.

www.radio-canada.ca/espaceclassique

ESPACE classique

La webradio d'Espèce musique

ACTUALITÉS

QUÉBEC

SUITE DE LA PAGE 1

occasion pour les nouveaux arrivants d'en apprendre davantage sur la culture québécoise. «Pour les touristes, le 400 est une occasion de nous rendre visite. Pour les immigrants, c'est une occasion d'apprendre des choses sur le Québec et, pour les Québécois de souche, c'est une occasion de renouer avec leurs racines.»

Mais d'aucuns cherchent la prise de conscience dans les célébrations. «Dans un pays normal, l'anniversaire de fondation d'une capitale serait une occasion de liesse et d'unité», écrivait Biz, du groupe Loco Locass, dans une lettre parue samedi dernier en nos pages. Irrité par la présence du gouvernement fédéral dans les célébrations, ce bouillant nationaliste s'interrogeait sur la signification à leur donner. «Le 400 doit être plus qu'un gros party où on invite n'importe quel dignitaire pour impressionner la galerie. Pour donner du sens à la fête, il faut réfléchir aux raisons que nous avons de célébrer quatre siècles de présence francophone en Amérique.»

De 1908 à 2008

On s'était aussi posé de telles questions en 1908, lors des célébrations du 300^e anniversaire. Or, à l'époque, le Québec était un dominion de l'Empire britannique et la Couronne avait joué un rôle moteur dans l'organisation des fêtes. D'ailleurs, n'était-ce pas l'enthousiasme du gouverneur général de l'époque, lord Albert Grey, elles n'auraient peut-être même pas eu lieu.

Dans son livre *L'Histoire spectacle - Le cas du tricentenaire de Québec*, l'historien canadien-anglais H. G. Nelles décrit notamment les efforts déployés à l'époque par le gouverneur Grey pour ménager les susceptibilités des francophones dans le scénario des fêtes. Ainsi, en plus de la reconstitution en costumes de la conquête des plaines d'Abraham de 1759, on avait tenu à mettre en scène la «victoire» de Sainte-Foy par François de Lévis en avril 1760.

Lors du 300^e, écrit l'auteur, les organisateurs «croyaient que leur passé leur parlait directement de leur présent et indiquait avec précision le sens de leur avenir collectif.»

L'histoire n'est pas absente du programme de 2008, certes, mais elle n'est pas au premier plan. Soucieux de ne pas offrir une vision trop scolaire du passé, les organisateurs du 400^e ont opté pour des spectacles où on évoque le passé plutôt que de le décrire. «En 1908, il y avait un objectif bien différent de celui d'aujourd'hui», fait remarquer l'historien Gaston Deschênes. «La commémoration était très présente avec des rappels historiques, des reconstitutions, des spectacles costumés, alors que, pour les fêtes de 2008, c'est vraiment l'aspect festif qui domine.»

De grandes manifestations comme l'Opéra urbain (le 5 juillet 2008) et l'événement nocturne *Le chemin qui marche* (le 15 août) relèvent clairement du domaine de la fiction. Dans un esprit qui n'est pas sans rappeler celui du Cirque du Soleil, la conceptrice du premier a inventé un personnage de petit garçon qui traverse l'océan pour découvrir un nouveau continent. Dans le second cas, on fera s'agiter les eaux du fleuve en hommage à des créatures mythiques et mystérieuses.

Le lien avec l'histoire est présent mais ténu, et on peut vraisemblablement s'attendre à quelque chose de similaire de la part du Cirque du Soleil en clôture (le 19 octobre). Seul Robert Lepage, avec *Le Moulin à images* (du 20 juin au 29 juillet), s'est collé au passé visuel de la ville. Toutefois, le connaissant, on peut présumer qu'il ne s'en tiendra pas au documentaire.

Mais où est Champlain?

Dans une capitale où le patrimoine et l'histoire sont déjà omniprésents, on peut comprendre ce désir d'offrir autre chose. Mais l'historien Gaston Deschênes se demande si on n'est pas passé à l'autre extrême. «Avez-vous vu Champlain quelque part sur le site Web du 400? Pas moi.» Comme beaucoup de ses collègues (dont Jean Provencher, dont nous vous parlons plus tôt cette semaine), M. Deschênes a trouvé en 2008 une belle occasion de publication avec son ouvrage *L'Hôtel du Parlement - Mémoire du Québec*. Mais au-delà des livres, déplore-t-il, les historiens ont été peu consultés dans l'organisation des fêtes.

Mais revenons-en à Champlain. Non seulement il est peu présent, mais une des rares activités qui lui sont consacrées vise à le déboulonner. Ainsi, à compter du 23 janvier, on nous propose un «duel des fondateurs» opposant Champlain et le commanditaire de ses voyages, Pierre Dugua de Mons. «C'est une humiliation posthume qu'on impose à Champlain que d'avoir à défendre son titre de fondateur», s'insurge M. Deschênes. «Je relierais même ça au débat actuel sur l'identité québécoise. On a un personnage qui a marqué notre histoire, et là, on le met de côté sous prétexte que c'était un catholique, on dit avoir oublié Dugua de Mons parce qu'il était protestant et on se culpabilise avec ça. Franchement!»

Lors de ce spectacle historique, théâtral et musical présenté dans les différents arrondissements, les deux personnages «chercheront à s'octroyer le titre de véritable fondateur de Québec», annoncent les organisateurs.

On peut par ailleurs s'attendre à ce que cette activité connaisse du succès si on se fie à celui connu ces dernières années par son grand frère, le Tribunal de l'histoire. Il faut dire que les intellos à la retraite ne manquent pas dans la capitale, qui peut compter sur son bassin d'amateurs d'histoire. Ainsi, les conférences historiques lancées à l'automne par la Commission de la Capitale-Nationale (CCN) — «Les grands d'aujourd'hui racontent ceux d'hier» — jouissent apparemment d'un certain succès malgré le peu d'attention médiatique qu'elles ont reçu. «Ça super bien marché, c'est plein à chaque fois», assure Denys Angers, porte-parole de la CCN et historien de formation. «Quand les gens sont heureux, ils ne font pas de bruit.»

Comme bien des historiens, M. Angers se demande si les gens apprécient suffisamment la richesse de la ville d'un point de vue historique. C'est d'ailleurs dans cet esprit que, ces dernières années, la CCN a financé de grands travaux d'embellissement et d'illumination des monuments. «Notre force, c'est l'historicité. Sur ce plan-là, on bat Boston, New York et les autres! [...] Pour le 400, il s'agit de créer de l'enthousiasme. On vit à côté de la Belle au bois dormant, mais est-ce qu'on la voit?»

Le Devoir

PAKISTAN

SUITE DE LA PAGE 1

talibans sont derrière l'attentat suicide contre Benazir Bhutto», a-t-il affirmé à l'Associated Press.

Selon un autre porte-parole du ministère, Javed Iqbal Cheema, le gouvernement a enregistré hier une communication dans laquelle Baitullah Mehsud «félicite les siens pour avoir accompli cet acte lâche». Il a présenté le suspect comme «un chef d'al-Qaïda». Mehsud est un des activistes les plus recherchés au Pakistan. Il est considéré comme le commandant des forces favorables aux talibans qui se trouvent au Waziristan-Sud, à la frontière afghane.

Le porte-parole pakistanais a aussitôt assuré que les forces de sécurité traqueraient les assassins. M. Cheema a ajouté que Mehsud a aussi été l'instigateur de l'attentat suicide dirigé contre Mme Bhutto lors de son retour à Karachi après huit ans d'exil, le 18 octobre, dans lequel quelque 140 personnes ont trouvé la mort.

Si les islamistes sont montrés du doigt dans l'assassinat, le mari de la dirigeante de l'opposition assassinée, Asif Ali Zardari Zardari, a néanmoins rappelé hier que son épouse, avant son retour dans son pays, avait écrit une lettre à M. Moucharrarf dans laquelle elle affirmait que si elle était victime d'un attentat, certains alliés du président et un service de renseignement seraient responsables. De plus, selon un courriel divulgué jeudi par les médias américains, Mme Bhutto avait accusé le président pakistanais de lui refuser une protection adéquate ces derniers mois.

Javed Iqbal Cheema a par ailleurs indiqué que Benazir Bhutto n'a été atteinte ni par des balles ni par des débris projetés par l'explosion, contrairement aux informations qui circulaient jusqu'à présent. Il a expliqué qu'elle a plutôt été mortellement blessée lorsque, sous le souffle de la déflagration, sa tête a heurté violemment un levier du toit ouvrant de son véhicule.

Le kamikaze a fait exploser sa charge alors que l'ancienne première ministre quittait un meeting et que, debout dans son véhicule blindé, elle saluait ses partisans. Trois coups de feu ont retenti et la bombe a explosé alors qu'elle se réfugiait à l'intérieur du véhicule. L'impact de sa tête sur le levier a provoqué une fracture du crâne, a expliqué le porte-parole. Cette version des faits a été qualifiée de «tas de mensonges» par le principal avocat de Mme Bhutto, Farooq Naik (voir texte en page A 6).

Funérailles et violences

Au lendemain de sa mort, les funérailles de l'opposante pakistanaise se sont déroulées dans un climat trouble de deuil, de colère et de violence. Des centaines de milliers de Pakistanais en deuil, pleurant et hurlant des slogans contre le pouvoir, se sont réunis devant le mausolée de la famille de Benazir Bhutto, à Garhi Khuda Baksh, village du sud du pays d'où elle était originaire.

La foule arrivée en tracteur, en car, en voiture, s'est massée dans les rues entourant le vaste mausolée de marbre où reposait déjà le père de Benazir, l'ex-président et ex-premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, fondateur du Parti populaire du Pakistan (PPP), renversé par un putsch en 1977 et exécuté en 1979.

Une ambulance blanche a amené jusqu'au monument le simple cercueil de bois de Benazir Bhutto, recouvert du drapeau rouge, vert et noir du PPP. La procession est passée devant les restes encore fumants d'un train incendié la veille par des partisans de l'opposante à l'annonce de sa mort ainsi que devant les panneaux plantés il y a deux mois pour célébrer le retour de l'ex-première ministre de huit ans d'exil. Des slogans contre le président pakistanais Pervez Moucharrarf sont montés de la foule: «Honte à Moucharrarf l'assassin, honte aux tueurs américains!», ont crié des partisans de Mme Bhutto.



ASIF HASSAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Asif Ali Zardari Zardari, époux de Benazir Bhutto, et son fils Bilawal (tous deux à gauche), ont porté en terre hier le cercueil de l'ancienne première ministre assassinée.

Le président Pervez Moucharrarf a beau avoir décrété trois jours de deuil national, le recueillement n'a pas empêché la colère des partisans de Benazir Bhutto de s'exprimer dans de nombreuses villes, avec un bilan d'au moins 30 morts. Des milliers de personnes ont saccagé des agences bancaires, échangé des coups de feu avec la police, lancé des pierres sur les forces de l'ordre et incendié des pneus, des gares et des trains dans les principales villes de ce pays de 165 millions d'habitants.

L'armée a été déployée en grand nombre dans les rues pour y rétablir l'ordre. Les forces de sécurité ont pour consigne de tirer à vue sur les émeutiers. La plupart des services et des commerces doivent aussi demeurer fermés jusqu'à nouvel ordre. Bref, la tension reste à son comble, d'autant que Nawaz Sharif et d'autres politiciens pakistanais seraient aussi menacés d'attentat, selon le ministère de l'Intérieur.

Élections maintenues

Malgré l'attentat qui a coûté la vie non seulement à l'ancienne première ministre mais également à 20 autres personnes, le gouvernement semble déterminé à maintenir les élections prévues pour le 8 janvier. Le PPP y était l'un des grands favoris. «Pour l'instant, les élections auront lieu telles qu'elles ont été annoncées», a justifié affirmé hier le premier ministre Mohammedman Soomro lors d'une conférence de presse. Leur maintien conduirait pourtant à la «destruction» du Pakistan, a prévenu Nawaz Sharif, ex-premier ministre et désormais principal opposant au président Pervez Moucharrarf.

Les alliés du Pakistan, notamment les États-Unis, prennent d'ailleurs la situation dans le pays très au sérieux. Washington a justement entamé d'intenses consultations diplomatiques avec ses alliés sur le Pakistan et contacté des représentants des principaux partis pakistanais, a indiqué hier un porte-parole du département d'État, Tom Casey.

Le message des États-Unis est clair: «Il est important que le processus démocratique se poursuive», a expliqué M. Casey, qui s'est montré moins insistant que la veille sur la nécessité de tenir les élections législatives pakistanaises le 8 janvier comme prévu. Soulignant que «la date du 8 janvier n'a rien de magique», il a esti-

mé que «si les élections pouvaient se dérouler en douceur et en sécurité le 8 janvier comme prévu, elles devraient avoir lieu». «Mais si les divers partis et acteurs dans le pays parviennent à une conclusion différente, il est certain que nous l'envisagerions», a-t-il ajouté.

«La stratégie des États-Unis est d'aider le Pakistan à développer [ses] institutions et son économie, a aussi assuré Tom Casey. Nous allons continuer à travailler avec le président Moucharrarf, le gouvernement pakistanais et les divers acteurs politiques du pays pour atteindre ces objectifs.»

Quelle que soit l'évolution de la situation au Pakistan, pour l'instant, le président Moucharrarf risque toutefois de demeurer la seule option à Washington. Selon Daniel Markey, du Council on Foreign Relations, «les États-Unis seraient fous de s'éloigner de Moucharrarf ou d'ajouter à la complexité de la situation, car il n'y a rien à y gagner à court terme.»

«À la Maison-Blanche, au bureau du vice-président [Richard] Cheney, à la direction du département d'État et même à celle du département de la Défense, le consensus général est que même si Moucharrarf n'est pas parfait et même si son pays a échoué à faire beaucoup de ce qu'on lui demandait, il ne doit pas être condamné, il reste un partenaire et il reste un partenaire très utile», a dit estimer M. Markey, surtout que son territoire sert souvent de sanctuaire aux talibans pourchassés en Afghanistan voisin.

La presse américaine a quant à elle appelé à un changement de stratégie hier. «La politique américaine doit maintenant être dirigée vers la construction d'une démocratie solide au Pakistan, ayant le respect et le soutien du peuple et la volonté et les moyens de combattre al-Qaïda et les talibans», écrivait ainsi le *New York Times* en éditorial hier matin. «Le temps où Washington misait sur une ou deux personnalités dans ce pays doit prendre fin», ajoutait le journal, d'autant plus qu'al-Qaïda et les talibans «continuent d'y faire des gains alarmants.»

Le *Washington Post* va dans le même sens, jugeant que les élections et le rétablissement de la démocratie «sont le meilleur moyen pour la majorité centriste du Pakistan de s'allier contre les forces de l'extrémisme qui, [avec l'assassinat de Bhutto], ont remporté une victoire méprisable mais néanmoins importante.»

Le Devoir
Avec l'Agence France-Presse, Associated Press, le New York Times et Reuters

AVION

SUITE DE LA PAGE 1

clients pour les GES émis lors de leurs déplacements. Le transporteur le plus exemplaire, a précisé Karel Mayrand, d'Unifera, c'est Virgin Atlantic. En effet, cette société intègre l'effacement des GES de chaque déplacement dans le prix du billet vendu à chacun de ses clients. Tous les vols de cette société aérienne affichent donc, en principe, des bilans carbone neutres.

«C'est à ça qu'il faudrait en venir partout», a dit M. Mayrand, car ailleurs, on parle plutôt de 2 % d'achats sur une base volontaire. Mais néanmoins, a-t-il dit, la tendance est amorcée, ce qui explique qu'aux fondations environnementales du début, on voit se joindre dans ce marché de grandes entreprises attirées par l'odeur des gros profits.

Une vision en évolution

Vendredi dernier, au dernier décompte réalisé chez Unifera, pas moins de 380 joueurs de hockey avaient signé un chèque pour effacer les quelque dix tonnes de GES émis en cours de saison à l'occasion de leurs nombreux déplacements par avion. C'est le défenseur des Bruins de Boston Andrew Ference, militant de la Fondation David Suzuki, qui a lancé ce mouvement d'achat de crédits ou de compensations géré par Unifera, une fondation fortement mobilisée dans le dossier des changements climatiques. Mais la LNH aurait tenté de contrecarrer le projet d'Andrew Ference car une grosse entreprise privée, qui offre de devenir un commanditaire de la ligue, s'est pointée pour obtenir le monopole sur les compensations de l'ensemble des clubs.

Si, de nos jours, de plus en plus d'entreprises intègrent dans leur budget l'effacement des GES associés aux voyages pour des congrès ou des conférences internationales, l'industrie du transport aérien évolue rapidement sur ces questions elle aussi. On lui a reproché d'avoir été «oubliée» par le protocole de Kyoto, car aucun pays n'intègre dans son bilan les émissions de l'aviation civile, qui comptent pour 2 % du grand total annuel de la planète. Par contre, le pouvoir

radiatif de ces émissions est supérieur du fait que celles-ci sont relâchées directement dans la haute atmosphère. Elles sont ainsi responsables de 3,5 % du pouvoir radiatif des émissions humaines, selon le dernier rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC).

En 2005, l'aviation civile internationale a transporté plus de deux milliards de passagers, selon le rapport de l'OACI, dont 704 millions de passagers intercontinentaux. Grosso modo, un déplacement intercontinental génère de deux à trois tonnes de GES par passager, soit l'équivalent des émissions d'une voiture intermédiaire pendant un an. Les adeptes du transport aérien ignorent aussi que 80 % de leur empreinte écologique en voyage résulte du transport à lui seul. Il n'y a que deux moyens de diminuer cette empreinte: voyager moins, ce que plusieurs envisagent désormais, ou acheter des crédits, aussi appelés compensations d'émissions, qui vont retirer par des projets concrets les GES émis à l'occasion de ces déplacements.

Un fouillis

Toutefois, le consommateur qui veut compenser ses émissions se retrouve devant des choix difficiles. Il peut le faire en visitant les sites Internet des grandes fiducies environnementales: c'est là qu'on trouve les meilleurs prix, mais on sait rarement ce qu'on achète vraiment.

Depuis peu, presque tous les grands transporteurs offrent eux-mêmes ce service, mais là encore, la qualité et l'origine du «produit» varient énormément. Par exemple, Lufthansa, Swiss International et Virgin Atlantic achètent leurs compensations de Myclimate à des prix qui, curieusement, varient de 19,50 à 29 \$CAN la tonne. Mais il s'agit généralement de crédits garantis par la norme internationale Gold Standard, mise au point par de grands groupes écologistes internationaux comme le WWF. Cette norme est encore plus exigeante que les crédits émis sous le régime du protocole de Kyoto car elle tient compte des impacts sociaux des projets de compensation et non seulement des aspects environnementaux et financiers.

De son côté, Air Canada offre des compensations émises par Zerofootprint, qui finance des projets de

plantation d'arbres en Colombie-Britannique. British Airways vend autour de 15 \$ la tonne des compensations émises par Climatecare, qui ne sont pas certifiées Gold Standard. Pour le moment, on ne compte que deux sociétés américaines à offrir ces produits, soit Delta et Continental. Leurs compensations sont moins chères, peut-être parce qu'il s'agit de «crédits volontaires» vendus sur le Chicago Stock Exchange. En Amérique du Nord, en effet, les gouvernements fédéraux états-unien et canadien, ne font pas partie du marché international d'échanges de crédits régi par le protocole de Kyoto. Résultat: il n'existe pas de registre ni de normes formelles pour déterminer ce qu'est une tonne de GES et empêcher qu'on vende des crédits ou des compensations qui n'existent pas.

«Paradoxalement, on nous réclame en général des compensations qui vont servir à financer des projets au Canada alors que, faute de véritable norme de calibre international ici — Kyoto ou Gold Standard —, c'est ici qu'il y a probablement le plus de flou», a expliqué Karel Mayrand. Il n'y a pas de registre officiel pour enregistrer les compensations. La vérification par les tiers n'obéit pas à des normes réglementaires, et bien malin qui pourrait dire qu'on ne lui vend pas des crédits qui n'ont jamais été achetés. Chacun dit s'inspirer des normes les plus exigeantes, mais quand on y regarde de près, tout ne se vaut pas.»

Par ailleurs, le prix des compensations reflète ces exigences, car ce sont les crédits certifiés par l'ONU sous l'empire de Kyoto qui sont les plus chers, suivis des compensations Gold Standard, puis par un peu tout le reste. Mais il y a des différences parfois si énormes et à ce point inexplicables qu'elles justifiaient une véritable enquête...

Karel Mayrand estime qu'il faudra bien un jour que les vérificateurs soient eux-mêmes certifiés, comme l'exige l'ONU pour les crédits Kyoto. Il reconnaît que les acheteurs de compensations devraient avoir accès aux vérificateurs pour savoir s'ils n'ont acheté que des bouts de papier ou s'ils ont vraiment contribué à extraire de véritables tonnes de carbone de l'atmosphère en finançant un vrai projet, validé selon autre chose que des normes maison plus ou moins crédibles.

Le Devoir

En vacances!

Nos lecteurs prendront note que nos deux chroniqueurs du cahier *Perspectives* du samedi sont absents cette semaine en raison du congé du temps des Fêtes. Gil Courtemanche reprendra la plume samedi prochain, le 5 janvier, et Michel David sera de retour le 8 janvier. Il

retrouvera donc sa chronique du samedi le 12 janvier.

Rectificatif

Dans notre article de mercredi sur les protestations suscitées aux États-Unis par la décision de l'EPA de ne pas approuver les normes de réduction de la consom-

mation d'essence proposées par 17 États, nous avons par erreur rapporté que la consommation moyenne de carburant passerait de 8,6 milles au gallon à 6,8. Évidemment, on ne «consomme» pas des mph. Il aurait plutôt fallu écrire que la consommation moyenne allait passer de 8,6 litres aux 100 km à 6,8 l/100 km, voire passer de 27 à 35 milles au gallon.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre à la disposition de ses abonnés, ou de la disposition d'organisations reconnues du Québec, les produits ou les services pouvant intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc., dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimeries Québec Inc. (St-Jean, 800), boulevard Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 6112, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007